

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1829

14 juillet 2014

SOMMAIRE

ArcelorMittal International	87792	Faminvest S.A.	87746
Aziel S.à r.l.	87790	Fiduciaire Latitudes S.à.r.l.	87748
Blue Gem Luxembourg 1A S.à r.l.	87749	FINANCIERE LINVEST S.A., société de gestion de patrimoine familial "SFP" ...	87757
Blue Stones AG, SPF	87749	Flossbach von Storch Invest S.A.	87752
BP-WP 1 S.à r.l.	87792	Fondation Autisme-Luxembourg	87784
Café Slice s.à r.l.	87751	F.T.F. Holding S.A.	87757
C.R.B. S.A., SPF	87788	Funding Loop Poland S.C.Sp.	87752
Credit Suisse Atlas I Investments (Luxem- bourg) S.à r.l.	87746	Funding Loop Russia S.C.Sp.	87752
Credit Suisse Securities (Luxembourg) S.à r.l.	87749	GLL RANRW Holding Alpha	87747
Credit Suisse Specialised Investco (Luxem- bourg) S.A.	87747	Gonzalez Byass & Co. Ltd. S.A.	87748
Cryex Group S.à r.l.	87748	Green Grafton S.à r.l.	87753
DC Music S.à r.l.	87773	Jacques Schneider-Artiste Photographe	87748
Devon S.A.	87747	Neodesign S.à r.l.	87784
DJE Lux Sicav	87751	QX Holding S.à r.l.	87783
Dolphin Shipping S.A.	87747	Roial-Wurth S.à r.l.	87753
Drive S.à r.l.	87751	Sitback S.à r.l.	87753
ECT Luxembourg S. à r.l.	87746	Société d'Experts et de Consultants Tech- niques en Bâtiment S.à r.l.	87772
Edil-Invest	87754	Sparinvest Holdings SE	87758
eFront Luxembourg	87751	VeriFone Luxembourg S.à r.l.	87750
Electro Joma	87746	Victorex	87782
«Elysée Concept S.à.r.l.»	87753	Violet Grafton S.à r.l.	87750
Epicerie Fromagerie de la Campagne II S.à r.l.	87750	Western Union Luxembourg Holdings 1 S.à r.l.	87750
Etchebarne S.A.	87789	Wizzer S.A.	87786
Europäische Genossenschaftsbank S.A. ..	87749	Zencap Poland S.C.Sp.	87752
Euro-Planning & Consultants S.A.	87752	Zencap Russia S.C.Sp.	87752

ECT Luxembourg S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.
R.C.S. Luxembourg B 126.695.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014064969/9.

(140075685) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2014.

Electro Joma, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7660 Medernach, 41, rue de Savelborn.
R.C.S. Luxembourg B 176.708.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014064971/10.

(140075967) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2014.

Faminvest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 34.451.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 mai 2014.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2014064996/12.

(140075896) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2014.

Credit Suisse Atlas I Investments (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 136.165.

Par résolutions écrites, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

- d'accepter la démission de Monsieur Manuel Ribeiro en tant que gérant de la Société avec effet au 9 avril 2014;
- de nommer en remplacement du gérant démissionnaire avec effet au 2 mai 2014 et pour une durée illimitée, Monsieur Oliver Schuetz, né le 17 avril 1969 à Kaiserslautern, Allemagne ayant son adresse professionnelle au 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg; et
- de confirmer que le conseil de gérance de la Société est dorénavant composé comme suit:
 - * Monsieur Jorge Perez Lozano;
 - * Monsieur Robert Archbold;
 - * Monsieur Jacob Mudde; et
 - * Monsieur Oliver Schuetz.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 mai 2014.

Pour extrait sincère et conforme

TMF Luxembourg S.A.

Signatures

Signataire autorisé

Référence de publication: 2014067347/23.

(140079179) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2014.

Devon S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 96.928.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014064933/9.

(140075943) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2014.

Dolphin Shipping S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 25, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 66.226.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014064938/9.

(140076322) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2014.

GLL RANRW Holding Alpha, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1229 Luxembourg, 15, rue Bender.
R.C.S. Luxembourg B 170.579.

Le bilan au 30 septembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 07 Mai 2014.

Jörg Fuchs
Gérant

Référence de publication: 2014065026/12.

(140075662) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2014.

Credit Suisse Specialised Investco (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 179.644.

Par résolutions écrites, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

- d'accepter la démission de Monsieur Manuel Ribeiro en tant que administrateur de la Société avec effet au 9 avril 2014;

- de nommer en remplacement du administrateur démissionnaire, Monsieur Jean-Daniel Zandona, né le 26 juin 1977 à Metz, France ayant son adresse professionnelle au 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, avec effet au 2 mai 2014 pour une période jusqu'à l'assemblée générale annuelle des actionnaires en 2019; et

- de confirmer que le conseil d'administrateurs de la Société est dorénavant composé comme suit:

- * Monsieur Jorge Perez Lozano;
- * Monsieur Robert Archbold;
- * Monsieur Jacob Mudde; et
- * Monsieur Jean-Daniel Zandona.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 mai 2014.

Pour extrait sincère et conforme
TMF Luxembourg S.A.
Signatures
Signataire autorisé

Référence de publication: 2014067353/24.

(140078894) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2014.

Fiduciaire Latitudes S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1128 Luxembourg, 28-30, Val Saint André.

R.C.S. Luxembourg B 46.534.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014064998/10.

(140075965) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2014.

Gonzalez Byass & Co. Ltd. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 76, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 154.213.

Les comptes consolidés au 31 août 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Gonzalez Byass & Co. Ltd. S.A.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014065015/11.

(140075488) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2014.

Jacques Schneider-Artiste Photographe, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.400,00.**

Siège social: L-1650 Luxembourg, 10, avenue Guillaume.

R.C.S. Luxembourg B 155.378.

Extrait des Décisions de la Gérance du 8 mai 2014

Il résulte du procès-verbal des décisions de la Gérance, tenue en date du 8 mai 2014 que le siège social est transféré
au:

- 10, avenue Guillaume L-1650 Luxembourg.

Le Mandataire

Référence de publication: 2014065087/13.

(140075866) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2014.

Cryex Group S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1330 Luxembourg, 48, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 186.421.

Suite à la cession de parts sociales Intervenu en date du 5 mai 2014 Exequitve Partners S.A., une société anonyme constituée et existante sous les lois du Grand-Duché du Luxembourg, ayant son siège social au 48, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et enregistrée au Registre de Commerce et Société du Luxembourg sous numéro B 174367 et Cryex Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existante sous les lois du Grand-Duché du Luxembourg, ayant son siège social au 48, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et enregistrée au Registre de Commerce et Société du Luxembourg sous numéro B 186231, les 25,000 parts sociales de la Société sont désormais détenues comme suit:

- Cryex Holdings S.à r.l. détient les 25,000 parts sociales de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Cryex Group S.à r.l.

Joost Anton Mees

Gérant

Référence de publication: 2014067354/20.

(140078667) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2014.

Europäische Genossenschaftsbank S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.
R.C.S. Luxembourg B 48.007.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014065583/9.

(140076981) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2014.

Blue Gem Luxembourg 1A S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 13.950,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 128.044.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 12 mai 2014.

Référence de publication: 2014065604/10.

(140077335) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2014.

Blue Stones AG, SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 181.891.

Hiermit kündige ich unser Mandat als Kommissar der Blue Stones AG, SPF (R.C.S. Luxembourg B181891) mit sofortiger Wirkung.

Luxembourg, den 09/05/2014.

Voegele

Verwaltungsratsvorsitzender

Référence de publication: 2014065609/12.

(140076476) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2014.

Credit Suisse Securities (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 26.756,18.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 143.709.

Par résolutions écrites, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

- d'accepter la démission de Monsieur Manuel Ribeiro en tant que gérant de la Société avec effet au 9 avril 2014;
- de nommer en remplacement du gérant démissionnaire avec effet au 2 mai 2014 et pour une durée illimitée, Monsieur Jean-Daniel Zandona, né le 26 juin 1977 à Metz, France ayant son adresse professionnelle au 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg; et

- de confirmer que le conseil de gérance de la Société est dorénavant composé comme suit:

- * Monsieur Fabrice Mas;

- * Monsieur Robert Archbold; et

- * Monsieur Jean-Daniel Zandona.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 mai 2014.

Pour extrait sincère et conforme

TMF Luxembourg S.A.

Signatures

Signataire autorisé

Référence de publication: 2014067352/23.

(140078829) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2014.

VeriFone Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 20.006,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 165.578.

Le bilan au 31 octobre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 9 mai 2014.

Référence de publication: 2014066218/10.

(140076798) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2014.

Epicerie Fromagerie de la Campagne II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1731 Luxembourg, 6, rue de Hesperange.

R.C.S. Luxembourg B 50.359.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014064975/10.

(140076008) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2014.

Western Union Luxembourg Holdings 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 33.500,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 147.754.

Les comptes annuels consolidés de la maison mère au 31 décembre 2012 (The Western Union Company) ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 mai 2014.

Luxembourg Corporation Company S.A.

Signatures

Un Mandataire

Référence de publication: 2014066228/14.

(140077273) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2014.

Violet Grafton S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1660 Luxembourg, 22, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 157.634.

Par résolutions prises en date du 30 avril 2014, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. Nomination de Samuel Kreber avec adresse professionnelle au 22, Grand-Rue, 3rd Floor, L-1660 Luxembourg, au mandat de gérant, avec effet au 1^{er} mai 2014 et pour une durée indéterminée;

2. Acceptation de la démission de Valérie Scholtes, avec adresse professionnelle au 22, Grand Rue, L-1660 Luxembourg de son mandat de gérant, avec effet immédiat;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 mai 2014.

Référence de publication: 2014066219/15.

(140077282) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2014.

Drive S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.
R.C.S. Luxembourg B 113.742.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014066501/9.

(140077382) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2014.

eFront Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 26, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 170.894.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 13 mai 2014.

Pour copie conforme

Référence de publication: 2014066289/11.

(140077758) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2014.

Café Slice s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4785 Pétange, 22, rue Weissenbrill.
R.C.S. Luxembourg B 143.200.

Mit sofortiger Wirkung übernimmt Herr MOUTSCHEN Tom die Anteile (30%) die bisher Herrn GLAESENER Patrick gehört haben.

Somit ist Herr MOUTSCHEN Tom alleiniger Inhaber und Geschäftsführer der Firma CAFE SLICE s.a.r.l

Petingen, den 15/4/2014.

MOUTSCHEN TOM

Geschäftsführer

Référence de publication: 2014066275/13.

(140077162) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2014.

DJE Lux Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.
R.C.S. Luxembourg B 131.326.

Auszug aus dem Protokoll Ordentliche Generalversammlung DJE LUX SICAV

Die Ordentliche Generalversammlung der DJE LUX SICAV vom 13. Mai 2014 hat folgende Beschlüsse gefasst:

Zur Wiederwahl als Verwaltungsrat stellen sich

- Herr Stefan David Grün (Vorsitzender)
- Herr Dr. Ulrich Kaffarnik (stellv. Vorsitzender)
- Herr Christian Wolff (Mitglied)

Alle Herren mit Berufsadresse: 4, rue Thomas Edison, L-1445 Strassen.

Die genannten Personen werden einstimmig von den Aktionären bis zur nächsten Ordentlichen Generalversammlung im Jahre 2015 in den Verwaltungsrat gewählt.

Die Aktionäre beschließen bis zur nächsten Ordentlichen Generalversammlung KPMG Luxembourg S.à r.l., 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg als Wirtschaftsprüfer zu wählen.

Luxembourg, den 13. Mai 2014.

Für DJE LUX SICAV

DZ PRIVATBANK S.A.

Référence de publication: 2014066523/21.

(140077713) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2014.

Euro-Planning & Consultants S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9999 Wemperhardt, 4, Op der Haart.
R.C.S. Luxembourg B 106.123.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Diekirch, le 12 mai 2014.

Référence de publication: 2014065750/10.

(140077202) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2014.

Flossbach von Storch Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8009 Strassen, 23, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 171.513.

Der Jahresabschluss vom 31. Dezember 2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Für Flossbach von Storch Invest S.A.

DZ PRIVATBANK S.A.

Référence de publication: 2014065766/12.

(140077306) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2014.

**Zencap Poland S.C.Sp., Société en Commandite spéciale,
(anc. Funding Loop Poland S.C.Sp.).**

Siège social: L-2324 Luxembourg, 7, avenue J.P. Pescatore.
R.C.S. Luxembourg B 184.992.

Auszug des abgeänderten Gesellschaftsvertrages (Limited Partnership Agreement) (der "Gesellschaftsvertrag") der Funding Loop Poland S.C.Sp. vom 29. April 2014

Am 29. April 2014 wurde entschieden die Denomination der Gesellschaft mit sofortiger Wirkung wie folgt zu ändern:
- Zencap Poland S.C.Sp.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 9. Mai 2014.

Zencap Poland S.C.Sp (vormals Funding Loop Poland S.C.Sp)

Unterschrift

Référence de publication: 2014065773/16.

(140076769) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2014.

**Zencap Russia S.C.Sp., Société en Commandite spéciale,
(anc. Funding Loop Russia S.C.Sp.).**

Siège social: L-2324 Luxembourg, 7, avenue J.P. Pescatore.
R.C.S. Luxembourg B 184.998.

Auszug des abgeänderten Gesellschaftsvertrages (Limited Partnership Agreement) (der "Gesellschaftsvertrag") der Funding Loop Russia S.C.Sp. vom 29. April 2014

Am 29. April 2014 wurde entschieden die Denomination der Gesellschaft mit sofortiger Wirkung wie folgt zu ändern:
- Zencap Russia S.C.Sp.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 9. Mai 2014.

Zencap Russia S.C.Sp (vormals Funding Loop Russia S.C.Sp)

Unterschrift

Référence de publication: 2014065774/16.

(140076767) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2014.

Roial-Wurth S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4480 Belvaux, 120, Chemin Rouge.

R.C.S. Luxembourg B 25.030.

Le bilan au 31 décembre 1989 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mandataire

Référence de publication: 2014066077/10.

(140076675) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2014.

«Elysée Concept S.à r.l.», Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9911 Troisvierges, 7, Zone Industrielle In den Allern.

R.C.S. Luxembourg B 113.124.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014064957/10.

(140076165) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2014.

Green Grafton S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1660 Luxembourg, 22, Grand-Rue.

R.C.S. Luxembourg B 146.378.

Par résolutions prises en date du 30 avril 2014, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. Nomination de Samuel Kreber avec adresse professionnelle au 22, Grand-Rue, 3rd Floor, L-1660 Luxembourg, au mandat de gérant, avec effet au 1^{er} mai 2014 et pour une durée indéterminée;
2. Acceptation de la démission de Valérie Scholtes, avec adresse professionnelle au 22, Grand Rue, L-1660 Luxembourg de son mandat de gérant, avec effet immédiat;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 6 mai 2014.

Référence de publication: 2014065809/15.

(140077287) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2014.

Sitback S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1260 Luxembourg, 92, rue de Bonnevoie.

R.C.S. Luxembourg B 158.825.

EXTRAIT

En date du 05 mai 2014, l'associé unique a pris les résolutions suivantes:

- La démission de Monsieur Wim Rits, en tant que gérant de la société, est acceptée avec effet au 30 avril 2014;
- La démission de Madame Barbara Neuerburg, en tant que gérant de la société, est acceptée avec effet au 30 avril 2014;
- Private Trustees S.A., avec adresse professionnelle au 92, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg, est élue nouveau gérant de la société avec effet au 30 avril et ce pour une durée indéterminée.
- Le siège social de la société est transféré du «15, rue Edward Steichen à L-2540 Luxembourg» au «92, rue de Bonnevoie à L-1260 Luxembourg».

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 08 mai 2014.

Référence de publication: 2014066110/19.

(140077034) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2014.

Edil-Invest, Société Civile Immobilière.

Siège social: L-9240 Diekirch, 27, Grand'rue.

R.C.S. Luxembourg E 782.

—
DISSOLUTION

L'an deux mille quatorze, le dix-sept avril.

Par-devant Maître Pierre PROBST, notaire de résidence à Ettelbruck,

Ont comparu:

1. Monsieur Ugo VITALI, commerçant, né à Villerupt (France) le 26 juin 1955 (matricule 1955 06 26 333), demeurant à L-9155 Grosbous, 1, rue d'Arlon;

2. Monsieur Giovanni ANTONACCI, carrossier, née à Bari (Italie) le 12 janvier 1961 (matricule 1961 01 12 253), demeurant à L-9371 Gilsdorf, 24, rue des Prés,

Lesquels comparants, agissant en leur qualité d'associés représentant l'intégralité du capital social, de la société civile immobilière "EDIL-INVEST" (matricule 1999 70 01 780) avec siège social à L-9240 Diekirch, 27, Grand'rue, RCS E782, constituée suivant acte reçu par le notaire Edmond Schroeder, alors de résidence à Mersch, en date du 26 juillet 1999, publié au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations C, page 39.317 de l'année 1999,

déclarent avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la société civile précitée: que ladite société a cessé toute activité en date du 31 mars 2014.

Siégeant en assemblée générale extraordinaire modificative des statuts de la société, les parties comparantes prononcent la dissolution anticipée de la société avec effet immédiat.

Elles se désignent comme liquidateurs de la société, et en cette qualité, requiert le notaire d'acter que tout le passif de la société est réglé tandis que le passif en relation avec la clôture de la liquidation est dûment provisionné et qu'enfin, par rapport à un éventuel passif de la société actuellement inconnu et donc non encore payé, elles assument irrévocablement l'obligation de le payer de sorte que tout le passif de la société est réglé.

Les associés procèdent donc à la liquidation et au partage des biens de la société civile conformément à leurs droits respectifs qui sont de la moitié pour chacun et ce conformément au bilan final de la société, dont une copie, après avoir été signé «ne varietur» par les parties comparantes et le notaire instrumentaire, restera annexé au présent acte pour être enregistré avec lui.

I. Décompte des récompenses

Il est dû récompense à Monsieur Ugo VITALI du montant de cent quarante-et-un mille cinq cent soixante-quinze euros et un cent (141.575,01 €) conformément à son compte associé du chef d'apport personnel à la société;

Il est dû récompense à Monsieur Giovanni ANTONACCI du montant de cent treize mille sept cent soixante-quinze euros et douze cents (113.775,12 €) conformément à son compte associé du chef d'apport personnel à la société;

Les parties ont donc évalué de commun accord ces récompenses à deux cent cinquante-cinq mille trois cent cinquante euros et treize cents (255.350,13 €) qui figureront au passif du présent partage.

II. Liquidation de l'actif et du passif de la société

Les parties déclarent et reconnaissent que la société civile EDIL-INVEST comporte les valeurs actives et passives suivantes:

A. ACTIF

a) Immobilièrement

La société civile EDIL-INVEST comporte les biens immeubles suivants:

A) Dans un immeuble en co-propriété, sis à Diekirch, 27, Grand'rue, inscrit au cadastre comme suit:

Commune de DIEKIRCH, section A de Diekirch

Numéro 461/8033, lieu-dit "Grand'rue", place (occupée), bâtiment à habitation, contenant 2,19 ares.

I. Les portions divisées et privatives suivantes:

a) le LOT 001 de l'état descriptif de division, désigné au cadastre sous le numéro 001/U/A/81, à savoir la CAVE, avec une surface utile de 7,17 m², possédant dans les parties communes 8,036/1000^{èmes} ;

b) le LOT 006 de l'état descriptif de division, désigné au cadastre sous le numéro 006/U/A/81, à savoir la CAVE, avec une surface utile de 2,87 m², possédant dans les parties communes 3,228/1000^{èmes} ;

c) le LOT 007 de l'état descriptif de division, désigné au cadastre sous le numéro 007/U/A/81, à savoir la CAVE, avec une surface utile de 3,10 m², possédant dans les parties communes 3,486/1000^{èmes} ;

d) le LOT 008 de l'état descriptif de division, désigné au cadastre sous le numéro 008/U/A/81, à savoir la CAVE, avec une surface utile de 2,87 m², possédant dans les parties communes 3,228/1000^{èmes} ;

e) le LOT 010 de l'état descriptif de division, désigné au cadastre sous le numéro 010/U/A/01, à savoir l'APPARTEMENT, avec une surface utile de 81,40 m², possédant dans les parties communes 163,827/1000^{èmes} ;

f) le LOT 011 de l'état descriptif de division, désigné au cadastre sous le numéro 011/U/A/02, à savoir l'APPARTEMENT, avec une surface utile de 81,40 m², possédant dans les parties communes 152,573/1000^{èmes} ;

g) le LOT 012 de l'état descriptif de division, désigné au cadastre sous le numéro 012/U/A/03, à savoir l'APPARTEMENT, avec une surface utile de 81,40 m², possédant dans les parties communes 152,573/1000^{èmes} ;

h) le LOT 013 de l'état descriptif de division, désigné au cadastre sous le numéro 013/U/A/04, à savoir l'APPARTEMENT, avec une surface utile de 68,78 m², possédant dans les parties communes 125,558/1000^{èmes} .

II. La co-propriété à concurrence de six cent douze virgule cinq cent trente-six / millièmes (612,536/1000^{èmes}) de toutes les parties communes de l'immeuble, y compris la propriété du sol, et tels qu'ils sont figurés aux plans y annexés.

B) Numéro 464/8035, lieu-dit «rue de la Sûre» place (occupée) bâtiment agricole, contenant 1,02 are;

Titre de propriété

La société civile EDIL-INVEST est devenue propriétaire des biens immeubles prédécrits sub 1. suivant acte de vente, reçu par Maître Edmond SCHROEDER, alors notaire de résidence à Mersch, en date du 12 novembre 1999, numéro 22461 de son répertoire, transcrit au bureau des hypothèques à Diekirch, le 2 décembre 1999, volume 1007, numéro 37.

La société civile EDIL-INVEST est devenue propriétaire des biens immeubles prédécrits sub 2. suivant acte de vente, reçu par Maître Henri Hellinckx, alors notaire de résidence à Mersch, en date du 25 février 2003, transcrit au bureau des hypothèques à Diekirch, le 25 mars 2003, volume 1099, numéro 17.

Les parties ont évalué de commun accord ces immeubles conformément au bilan de la société à deux cent soixante-dix-huit mille deux cent vingt-huit euros et seize cents (278.228,16 €).

b) Mobilièrement

La société civile EDIL-INVEST possède encore un compte bancaire auprès de la banque BGL d'un import actuel de cent dix mille trois cent quatre-vingt-dix-huit euros et dix-huit cents (110.398,18.-€).

Total de l'actif à partager: trois cent quatre-vingt-huit mille six cent vingt-six euros et trente-quatre cents (388.626,34 €).

B. PASSIF

La société civile EDIL-INVEST a contracté une dette hypothécaire auprès de la banque BGL d'un import actuel arrondi de cent dix-huit mille deux cent cinquante-trois euros et seize cents (118.253,16 €) après apurement de toutes les autres dettes.

S'y ajoutent les récompenses précitées sub I. de Monsieur VITALI et Monsieur ANTONACCI

Total du passif: 118.253,16 + 141.575,01 + 113.775,12 = trois cent soixante-treize mille six cent trois euros et vingt-neuf cents (373.603,29 €)

C. ACTIF NET

En conséquence de ce qui précède, l'actif net de la société civile EDIL INVEST s'élève à la somme de EUR 388.626,34 - 373.603,29 = quinze mille vingt-trois euros et cinq cents (15.023,05 €), et les droits de chaque co-partageant dans cette liquidation à la somme de 15.023,05: 2 = sept mille cinq cent onze euros et cinquante-deux virgule cinq cents (7.511,525 €).

III. Partage

D'un commun accord des parties, l'actif de la société est partagé comme suit:

a) Attributions à Monsieur Giovanni ANTONACCI

Il est attribué à Monsieur Giovanni ANTONACCI l'actif immobilier de la société dissoute à savoir:

A) Dans un immeuble en co-propriété, sis à Diekirch, 27, Grand'rue, inscrit au cadastre comme suit:

Commune de DIEKIRCH, section A de Diekirch

Numéro 461/8033, lieu-dit "Grand'rue", place (occupée), bâtiment à habitation, contenant 2,19 ares.

I. Les portions divisées et privatives suivantes:

a) le LOT 001 de l'état descriptif de division, désigné au cadastre sous le numéro 001/U/A/81, à savoir la CAVE, avec une surface utile de 7,17 m², possédant dans les parties communes 8,036/1000^{èmes} ;

b) le LOT 006 de l'état descriptif de division, désigné au cadastre sous le numéro 006/U/A/81, à savoir la CAVE, avec une surface utile de 2,87 m², possédant dans les parties communes 3,228/1000^{èmes} ;

c) le LOT 007 de l'état descriptif de division, désigné au cadastre sous le numéro 007/U/A/81, à savoir la CAVE, avec une surface utile de 3,10 m², possédant dans les parties communes 3,486/1000^{èmes} ;

d) le LOT 008 de l'état descriptif de division, désigné au cadastre sous le numéro 008/U/A/81, à savoir la CAVE, avec une surface utile de 2,87 m², possédant dans les parties communes 3,228/1000^{èmes} ;

e) le LOT 010 de l'état descriptif de division, désigné au cadastre sous le numéro 010/U/A/01, à savoir l'APPARTEMENT, avec une surface utile de 81,40 m², possédant dans les parties communes 163,827/1000^{èmes} ;

f) le LOT 011 de l'état descriptif de division, désigné au cadastre sous le numéro 011/U/A/02, à savoir l'APPARTEMENT, avec une surface utile de 81,40 m², possédant dans les parties communes 152,573/1000^{èmes} ;

g) le LOT 012 de l'état descriptif de division, désigné au cadastre sous le numéro 012/U/A/03, à savoir l'APPARTEMENT, avec une surface utile de 81,40 m², possédant dans les parties communes 152,573/1000^{èmes} ;

h) le LOT 013 de l'état descriptif de division, désigné au cadastre sous le numéro 013/U/A/04, à savoir l'APPARTEMENT, avec une surface utile de 68,78 m², possédant dans les parties communes 125,558/1000^{èmes} .

II. La co-propriété à concurrence de six cent douze virgule cinq cent trente-six/millièmes (612,536/1000^{èmes}) de toutes les parties communes de l'immeuble, y compris la propriété du sol, et tels qu'ils sont figurés aux plans y annexés,
B) Numéro 464/8035, lieu-dit «rue de la Sûre» place (occupée) bâtiment agricole, contenant 1,02 are;

soit une valeur nette de deux cent soixante-dix-huit mille deux cent vingt-huit euros et seize cents (278.228,16 €).

En contrepartie Monsieur ANTONACCI prendra à sa charge exclusive la récompense lui redue de cent treize mille sept cent soixante-quinze euros et douze cents (113.775,12 €) ainsi que la dette envers la banque BGL d'un import de cent dix-huit mille deux cent cinquante-trois euros et seize cents (118.253,16 € et il versera à l'indivision une soulte de trente-huit mille six cent quatre-vingt huit euros et trente-cinq virgule cinq cents (38.688,355.-€).

En conséquence de ce qui précède, il est attribué à Monsieur Giovanni ANTONACCI un actif de 278.228,16 - 113.775,12 - 118.253,16 - 38.688,355 = sept mille cinq cent onze euros et cinquante-deux virgule cinq cents (7.511,525 €).

b) Attributions à Monsieur Ugo VITALI

Il est attribué à Monsieur UGO VITALI le solde net du compte bancaire auprès de la banque BGL d'un import de cent dix mille trois cent quatre-vingt-dix-huit euros et dix-huit cents (110.398,18.-€).

En contrepartie Monsieur Ugo VITALI prendra à sa charge exclusive la récompense lui redue de cent quarante-et-un mille cinq cent soixante-quinze euros et un cent (141.575,01 €) et il touchera une soulte de trente-huit mille six cent quatre-vingt huit euros et trente-cinq virgule cinq cents (38.688,355.-€).

En conséquence, il est attribué à Monsieur UGO VITALI un actif de 115.997,99 - 141.575,01 + 38.688,355 = sept mille cinq cent onze euros et cinquante-deux virgule cinq cents (7.511,525 €).

Balance

Il est donc attribué à chacune des deux parties dans la société dissoute une valeur nette égale à ses droits.

Entrée en jouissance

Chaque partie sera propriétaire des parts lui attribuées à partir d'aujourd'hui et elle en aura la jouissance effective également à partir de ce jour.

Charges et conditions

Le présent partage a lieu aux charges et conditions suivantes que chaque partie s'oblige à exécuter, à savoir:

1. Elle prendra les parts d'immeubles lui attribuées dans l'état dans lequel ces immeubles se trouvent actuellement, avec toutes les servitudes actives et passives, occultes et apparentes qui pourraient y être attachées.

2. Il n'est dû aucune garantie pour les contenances cadastrales indiquées, lors même que la différence entre les contenances réelles et celles indiquées serait de plus d'un vingtième.

3. L'attributaire paiera à partir de ce jour tous les taxes et impôts grevant les parts d'immeubles lui attribuées.

4. Tous les frais et honoraires du présent acte sont pour la moitié à charge de chacune des deux parties.

IV. La liquidation de la société est à considérer comme faite et clôturée et l'annulation du registre des parts et des parts est prononcée.

V. En conséquence de cette dissolution, décharge pleine et entière est accordée par les associés au gérant de la Société pour l'exécution de son mandat jusqu'à ce jour;

VI. Les livres et comptes de la Société seront conservés pendant cinq ans à l'adresse privée de l'associé Giovanni ANTONACCI.

Frais

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte s'élèvent approximativement à 2.000.-e

Les associés déclarent que les fonds de la société ne proviennent pas des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Arrangement - Transaction

Le présent partage est censé mettre fin à toutes difficultés entre parties, concernant la dissolution de la société civile ayant existé entre elles, les parties déclarant expressément renoncer réciproquement à faire valoir à l'égard de la communauté, ou l'un des associés à l'égard de l'autre, toutes autres revendications, reprises ou récompenses.

Dans cet ordre d'idées, il est notamment retenu ce qui suit:

- tout passif, non mentionné ci-dessus, pouvant éventuellement subsister à charge de la société dissoute, sera assumé à parts égales par chacune des deux parties.

Déclaration

Le notaire a attiré l'attention des parties sur le fait que la répartition du passif au présent acte n'est pas opposable aux créanciers de la communauté dissoute, qui, pour des engagements pris solidairement, conservent leur droit d'action contre les deux époux, tant qu'une décharge n'a pas été accordée par lesdits créanciers au profit de l'un ou de l'autre des associés.

Affirmation de sincérité

Avant la clôture des présentes, le notaire a donné lecture aux parties des articles 1, 3, 4 et 29 de la loi du 28 janvier 1948, tendant à assurer la juste et exacte perception des droits d'enregistrement, et il leur en a expliqué la portée dans une langue à elles connue.

Les parties ont affirmé, chacune séparément, sous les peines édictées par l'article 29 précité, que le présent partage a eu lieu sans autre soulte que celle exprimée et le notaire affirme qu'à sa connaissance l'acte n'a été modifié ou contredit par aucune contre-lettre stipulant une augmentation de la soulte.

Certificat d'état civil

Le notaire certifie l'état civil des parties d'après des extraits d'actes d'état civil.

Dont acte, fait et passé à Ettelbruck, en l'étude du notaire instrumentaire, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Ugo VITALI, Giovanni ANTONACCI, Pierre PROBST.

Enregistré à Diekirch, Le 24 avril 2014. Relation: DIE/2014/5358. Reçu cinq mille huit cent soixante-huit euros quatre-vingt-dix cents 97.814,94.-€ à 5,00% = 4.890,75.-€ + 2/10 = 978,15.-€ = 5.868,90.-€.

Le Receveur pd (signé): Recken.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande et aux fins de publication au Mémorial.

Ettelbruck, le 9 mai 2014.

Référence de publication: 2014065736/193.

(140076451) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2014.

F.T.F. Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8041 Strassen, 80, rue des Romains.

R.C.S. Luxembourg B 66.381.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014064989/9.

(140076280) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2014.

FINANCIERE LINVEST S.A., société de gestion de patrimoine familial "SFP", Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 67.715.

Le Bilan au 31.12.2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014065778/11.

(140076933) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2014.

Sparinvest Holdings SE, Société Européenne.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 28, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 164.834.

In the year two thousand fourteen, on the twenty-fifth of April,
before Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg,

is held

an extraordinary general meeting of shareholders of the company "Sparinvest Holdings SE", a société européenne, having its registered office at 28 Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register (Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg) under number B 164 834 pursuant to publication in the Mémorial C, number 3049 of 13 December 2011.

The meeting is declared open at 11.00 am. with Mr Richard JACQUE, employee, residing professionally in Luxembourg, in the chair as chairman,

who appointed as secretary Mrs Annick Braquet, employee, residing professionally in Luxembourg.

The meeting appoints as scrutineer Mrs Arlette Siebenaler, employee, residing professionally in Luxembourg.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state that:

I. All the shares being registered shares, the present extraordinary general meeting has been convened by convening notices, containing the agenda sent by registered mail to all shareholders on twenty-eighth (28) of March 2014

II. the present extraordinary general meeting has the following

Agenda

1. Approval of cancellation of the C-share class pursuant to the articles of incorporation by transfer of the C-shares into A-shares.

2. Subsequent amendment of articles 5, 6, 9, 10, 11, 12, 13 and 14 in the articles of incorporation of the Company which shall read as follows:

“ Art. 5. Share capital.

5.1 Issued share capital

5.1.1 The Company's issued share capital is set at thirty eight million eight hundred seventy-nine thousand five hundred Danish Krone (DKK 38,879,500) consisting of three hundred eighty eight thousand seven hundred ninety-five (388,795) shares having a nominal value of one hundred Danish Krone (DKK 100) each and is divided into three hundred sixty four thousand seven hundred thirty-one (364,731) A shares, and twenty four thousand and sixty-four (24,064) B shares.

5.1.2 Under the terms and conditions provided by law the Company's issued share capital may be increased by a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of incorporation.

5.1.3 Any new shares to be paid for in cash will be offered by preference to the existing shareholder(s). In case of plurality of shareholders, such shares will be offered to the shareholders in proportion to the number of shares held by them in the Company's share capital. The board of directors shall determine the period of time during which such preferential subscription right may be exercised. This period may not be less than thirty (30) days either from the date of dispatch of a registered letter sent to the shareholder(s) announcing the opening of the subscription or from the date of publication of the notice announcing the opening of the subscription and determining the subscription period, such notice being published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations and in two newspapers published in Luxembourg. However, subject to the terms and conditions provided by law, the general meeting of shareholders, called (i) either to resolve upon an increase of the Company's issued share capital (ii) or upon the authorisation to be granted to the board of directors to increase the Company's issued share capital within the scope of the authorised share capital, may limit or suppress the preferential subscription right of the existing shareholder(s) or authorise the board of directors to do so. Such resolution shall be adopted in the manner required for an amendment of these articles of incorporation.

5.1.4 Under the terms and conditions provided by law, the Company's issued share capital may be reduced by a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of incorporation.

Art. 6. Shares.

6.1 The Company's share capital is divided into Class A shares and Class B shares, each of them having the same nominal value.

6.2 All class A shares shall be identical in all respects. All class A shares shall be entitled to the payment of dividends on a pro-rata basis and in any distribution of assets other than by way of dividends, such distributions will be allocated on an aggregate basis to such class A shares. Each class A share will entitle the holder thereof to one vote on all matters upon which shareholders have the right to vote.

6.3 All class B shares shall be identical in all respects. All class B shares shall be entitled to the payment of dividends on a pro-rata basis and in any distribution of assets other than by way of dividends, such distribution will be allocated on an aggregate basis to such class B shares. Each class B share will entitle the holder thereof to one vote on all matters upon which shareholders have the right to vote.

6.4 The death, legal incapacity, dissolution, bankruptcy or any other similar event regarding any shareholder shall not cause the Company's dissolution, without prejudice to Article 18.

6.5 The Company's shares are in registered form and may not be converted into shares in bearer form."

" Art. 9. Restrictions on Ownership of the shares.

9.1 Class A shares may only be subscribed by local or regional banks who cover a particular local or regional area (non-nationwide banks) and co-operative associations of such banks, pension funds, insurance companies, foundations and investment funds which either have extensive business relations with the Company and/or its consolidated companies (collectively the "Sparinvest Group") or which are expected by the board of directors to develop such business relations with the Sparinvest Group and which have been admitted as shareholders of the Company ("A shareholders").

9.2 Class B shares may only be subscribed by employees of the Company and of its direct or indirect controlled companies who have acquired shares in the Company pursuant to a resolution passed by the Company's board of directors or by the general meeting admitting them as shareholders ("B shareholders").

9.3 Persons and companies or entities not included in the groups of shareholders referred to above may not acquire existing or subscribe for new shares in the Company without prior approval of the general meeting of shareholders with the quorum and majority requirements required by for an amendment of the articles of incorporation of the Company.

9.4 The above mentioned provisions shall be without prejudice to the Company's right to acquire its own shares irrespective of the class of shares.

9.5 No shareholder may hold more than 25% of the Company's total share capital. Any shareholder holding more than 25% of the share capital for whatever reason shall offer the excess shares for sale in accordance with the provisions on pre-emption rights in Article 10.

9.6 The Company will not acknowledge and register in the register of registered shares any transfer of shares in excess of 25%.

Art. 10. Restrictions on the transfer of shares and Exercise of pre-emption rights.

10.1 Any transfer of shares shall be subject to the prior written consent of the board of directors.

10.2 No share in the Company may be charged or pledged without the prior written consent of the board of directors.

10.3 In connection with any transfer of shares in the Company, by whichever means, the Company or, in the alternative, the remaining A shareholders (the "Pre-emption Right Holders") shall have a right of pre-emption to acquire the shares at a pre-emption right price as specified in Article 10.11.

10.4 The Company may at its own discretion exercise the pre-emption right either on its own behalf or on behalf of a subsidiary designated by the Company. For the purpose of this article, subsidiary shall mean a company directly or indirectly controlled by the Company as such concept is further defined in Article 12 below.

10.5 However, the pre-emption right shall not apply to shares that are (i) transferred as a result of a merger, amalgamation or other combination among the Company's shareholders or (ii) to shares transferred by class B shareholders.

10.6 If an event occurs which would entitle the Company or the Pre-emption Right Holders to exercise their pre-emption right to acquire shares in the Company held by the A shareholder, such shareholder (the "Disposing Shareholder"), upon becoming aware of the triggering event shall promptly give the board of directors written notice thereof, specifying the event triggering the pre-emption right and the number of shares in the Company subject to the pre-emption right and held by the Disposing Shareholder (the "Offered Shares").

10.7 Upon receiving such written notice, the board of directors of the Company shall decide by a majority of votes cast whether the Company wished to exercise its pre-emption right over the Offered Shares either on its own behalf or on behalf of a subsidiary designated by the Company. If the Company does not want to exercise the pre-emption right itself, the board of directors shall, without undue delay, forward the notice by letter by recorded delivery to the Pre-emption Right Holders. The pre-emption right shall be exercised no later than 30 days after the shareholders' receipt of the written notice. If more than one Pre-emption Right Holders elects to exercise the pre-emption right, the Offered Shares shall be allocated among such shareholders in proportion to their respective shareholdings in the Company.

10.8 Upon exercise of the pre-emption right, the purchase price of the Offered Shares acquired shall be paid in cash no later than one month after the date of exercise.

10.9 The transfer of the Offered Shares shall be completed and duly recorded in the register of registered shares upon payment of the purchase price by the Company, the acquiring shareholder(s) or the third party as applicable.

10.10 If neither the Company nor a Pre-emption Right Holder wants to exercise their pre-emption right, the Offered Shares may be transferred to a third party which would meet the criteria referred to in Article 9 and acceptable to the Company's board of directors. If the board of directors refuses to accept a third party that satisfies the shareholder requirements set out in Article 9, the Disposing Shareholder is entitled to have its shares redeemed under Article 11. The terms of any transfer under this Article 10.10 shall not be more favorable to any third party than the terms offered

to the Company and to the Pre-emption Right Holders. Any transfer shall take place within two months after expiry of the time allowed for exercise of any pre-emption right as set out in Article 10.7 above and before a new annual general meeting is held in the Company. If the shares have not been transferred in whole or in part before the end of this period, the pre-emption right may be exercised again pursuant to the above provisions. Alternatively, the Disposing Shareholder may demand redemption by the Company under Article 11.

10.11 The pre-emption right price shall be fixed every year at the Company's annual general meeting using the method approved by the general meeting of shareholders of 30 September 2011 and shall be effective for each respective calendar year retrospectively from 1 January.

11. Redemption of the Offered Shares.

11.1 If the Offered Shares have not been acquired from the Disposing Shareholders following the process set out in Article 10, the Disposing Shareholders can, subject to the provision of Article 49-2 of the Law, demand that the Offered Shares are redeemed by the Company. The request for redemption shall be made to the board of directors within 30 days after expiry of the time allowed for exercise of any pre-emption right as set out in Article 10.7. The redemption will only be executed once every year in connection with the annual adjustment. The redemption will be executed in connection with the first annual adjustment (see Article 14) that is made 30 days or more after expiry of the time allowed for exercise in Articles 10.7 or 10.10.

11.2 The redemption price shall be determined every year at the annual general meeting of shareholders using the method approved by the general meeting of shareholders on 30 September 2011.

11.3 If the Disposing Shareholder holds shares in the Company contrary to current rules, or if the shares are sold as a result of a decision from a public authority, or if the Disposing shareholder is forced to sell its shares, the Company's board of directors may grant an exemption from the rule requiring redemption to take place in connection with the annual adjustment under Article 14 and allow redemption upon receipt of the request (see Article 11.1). Upon the granting of the exemption by the board of directors, the redemption price shall be fixed with binding effect by the Company's auditor using the method adopted by the extraordinary general meeting of shareholders on 30 September 2011. The redemption shall be subject to the rules set out by Luxembourg law.

12. Call option.

12.1 In case of a direct or indirect change of control (control meaning in respect of any shareholder, (i) the legal or beneficial ownership, directly or indirectly, of more than 50% of the voting rights in such shareholder or, with respect to a trust, of more than 50% of the beneficial interest in such trust or holding such position as trustee or in similar capacity, or (ii) the power to manage, govern or otherwise direct the management and policies of such shareholder, or to appoint the managing and governing bodies of such shareholder or a majority of the members thereof, directly or indirectly and whether through the ownership of voting securities, by contract or otherwise) of a class A shareholder, whereby a third party would become direct or indirect shareholder of the class A shareholder, the Company or, the Company's other class A shareholders shall have an option to purchase the A shareholder's shares in the Company. Article 10 (pre-emption right) shall also apply such changes as are necessary.

13. Redemption obligation.

13.1 If the shares held by an A shareholder in the Company are subject to Article 12 (Call option) without the Company or the other A shareholders in the Company exercising their purchase option, the A shareholder is under an obligation to have its shares redeemed by the Company in connection with a capital reduction, if applicable, on the terms prescribed in Article 11.3, second sentence (right of redemption).

14. Annual adjustment.

14.1 Every year immediately after the adoption of the Company's annual accounts by the annual general meeting of shareholders, the board of directors shall determine each A shareholder's contribution to the value creation of the Sparinvest Group (the "Contribution Percentage"). The Contribution Percentage is calculated as the weighted average of (i) the individual A shareholder's contribution to the total assets under management by the Sparinvest Group ("Share of Assets under Management") and (ii) the individual A shareholder's contribution to the contribution margin of the Sparinvest Group (the "Share of Contribution Margin"). When preparing the calculation in 2014 of the weighted average (in connection with the adoption of the Company's annual accounts of 2013) the Share of Assets under Management shall be included in the calculation with 75 percent and the Share of Contribution Margin shall be included with 25 percent. When preparing the calculation in 2015 the Share of Assets under Management shall be included in the calculation with 50 percent and the Share of Contribution Margin shall be included with 50 percent. When preparing the calculation in 2016 and in each following year the Share of Assets under Management shall be included in the calculation with 25 percent and the Share of Contribution Margin shall be included with 75 percent. The individual A shareholder's Share of Assets and Share of Contribution Margin shall be calculated as further described and defined in article 14.2.

14.2 For the purpose of this Article 14, the board of directors shall determine each class A shareholder's Share of Assets under Management. The Share of Assets under Management is calculated as the individual class A shareholder's Assets under Management expressed as a percentage of the total Assets under Management for all class A shareholders. The Assets under Management means the sum of (a) the portfolio of investment certificates issued by Investeringstore-

ningen Sparinvest or other investment funds managed (as investment manager and not only administrator) by Sparinvest Group, which each A shareholder holds either in custody accounts for their customers or in its own name and (b) the A shareholder's own assets under investment being managed (as investment manager and not only administrator) by the Sparinvest Group. Furthermore, the board of directors shall determine each class A shareholder's Share of Contribution Margin. The Share of Contribution Margin is calculated as the Sparinvest Group's Net Fee Income received from the management of the individual class A shareholder's Assets under Management expressed as a percentage of the total Net Fee Incomes received from all of the class A shareholders. "Net Fee Income" shall mean (i) all income received by the Sparinvest Group due to the management of the relevant Assets under Management, corresponding to the management fee and administration fee, or similar fee, for Luxembourgian and other non-Danish investment funds and the cost percentage for Danish investment funds less (ii) any commission fees, or similar fee, paid from the Sparinvest Group to the class A shareholders in question, on the basis of the class A shareholders' Assets under Management. The income received by the Sparinvest Group, due to the management of the relevant Assets under Management, shall be calculated disregarding any variable elements of the fee that are based on the performance of the Sparinvest Group.

14.3 If the determined Contribution Percentage of the individual A shareholder does not correspond to the adjusted ownership share -calculated as the A shareholder's percentage of shareholding in the Company relative to 85% of the total share capital (ownership share as a percentage $\times 100/85$) (the "Ownership Share") - then the A shareholder in question shall offer the excess shares in the Company for sale according to the pre-emption rules in Article 10 above, or in the alternative according to the rules on right of redemption in Articles 11.1-11.3, except that redemption may take place at the same time as the adjustment and the redemption price shall be the price fixed at the last annual general meeting using the method prescribed by the general meeting of shareholders on 30 September 2011. If the A shareholder in question satisfies the requirements applying to the Company's shareholders (see Article 9), the A shareholder in question is, however, entitled to keep at least 100 shares in the Company.

14.4 If, on the other hand, the Contribution Percentage exceeds the Ownership Share, the board of directors shall, by selling the Company's own shares, allow the A shareholder to purchase shares in the Company until the Ownership Share corresponds to the Contribution Percentage.

14.5 For the purpose of any adjustment under Articles 14.3 and 14.4, the share price shall be the pre-emption right price as determined at the Company's last annual general meeting (see Article 10.11)."

3. Miscellaneous.

III. That the present or represented shareholders, the proxyholders of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the proxyholders of the represented shareholders and by the board of the meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

IV. As appears from the attendance list, 317,962 A shares, 20,443 B shares and 26,943 C shares out of a total of three hundred thirty-seven thousand one hundred and seventy (337,170) issued A shares, twenty-four thousand sixty-four (24,064) issued B shares and twenty-seven thousand five hundred and sixty-one (27,561) issued C shares are present or represented at the present extraordinary general meeting.

V. That the present meeting, representing more than 66,67 percent of the share capital, is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda.

Then the meeting begins dealing with the agenda and after deliberation, takes the following resolutions:

First resolution

The general meeting of shareholders resolves to transfer the C shares into A shares and thereby cancelling the C share class.

This resolution has been adopted by a majority of 365,348 votes in favor, 0 votes against, 0 votes abstained and by a majority of 317,962 Class A shares, 0 Class A shares votes against, 0 Class A shares votes abstained, a majority of 20,443 Class B shares, 0 Class B shares votes against, 0 Class B shares votes abstained and a majority of 26,943 Class C shares, 0 Class C shares votes against, 0 Class C shares votes abstained.

Second resolution

The general meeting of shareholders resolves to amend articles 5, 6, 9, 10, 11, 12, 13 and 14 of the articles of incorporation of the Company which shall henceforth read as follows:

“ Art. 5. Share capital.

5.1 Issued share capital

5.1.1 The Company's issued share capital is set at thirty eight million eight hundred seventy-nine thousand five hundred Danish Krone (DKK 38,879,500) consisting of three hundred and eighty-eight thousand seven hundred and ninety-five (388,795) shares having a nominal value of one hundred Danish Krone (DKK 100) each and is divided into three hundred sixty four thousand seven hundred thirtyone (364,731) A shares, and twenty four thousand and sixty-four (24,064) B shares.

5.1.2 Under the terms and conditions provided by law the Company's issued share capital may be increased by a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of incorporation.

5.1.3 Any new shares to be paid for in cash will be offered by preference to the existing shareholder(s). In case of plurality of shareholders, such shares will be offered to the shareholders in proportion to the number of shares held by them in the Company's share capital. The board of directors shall determine the period of time during which such preferential subscription right may be exercised. This period may not be less than thirty (30) days either from the date of dispatch of a registered letter sent to the shareholder(s) announcing the opening of the subscription or from the date of publication of the notice announcing the opening of the subscription and determining the subscription period, such notice being published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations and in two newspapers published in Luxembourg. However, subject to the terms and conditions provided by law, the general meeting of shareholders, called (i) either to resolve upon an increase of the Company's issued share capital (ii) or upon the authorisation to be granted to the board of directors to increase the Company's issued share capital within the scope of the authorised share capital, may limit or suppress the preferential subscription right of the existing shareholder(s) or authorise the board of directors to do so. Such resolution shall be adopted in the manner required for an amendment of these articles of incorporation.

5.1.4 Under the terms and conditions provided by law, the Company's issued share capital may be reduced by a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of incorporation.

Art. 6. Shares.

6.1 The Company's share capital is divided into Class A shares and Class B shares, each of them having the same nominal value.

6.2 All class A shares shall be identical in all respects. All class A shares shall be entitled to the payment of dividends on a pro-rata basis and in any distribution of assets other than by way of dividends, such distributions will be allocated on an aggregate basis to such class A shares. Each class A share will entitle the holder thereof to one vote on all matters upon which shareholders have the right to vote.

6.3 All class B shares shall be identical in all respects. All class B shares shall be entitled to the payment of dividends on a pro-rata basis and in any distribution of assets other than by way of dividends, such distribution will be allocated on an aggregate basis to such class B shares. Each class B share will entitle the holder thereof to one vote on all matters upon which shareholders have the right to vote.

6.4 The death, legal incapacity, dissolution, bankruptcy or any other similar event regarding any shareholder shall not cause the Company's dissolution, without prejudice to Article 18.

6.5 The Company's shares are in registered form and may not be converted into shares in bearer form."

" Art. 9. Restrictions on Ownership of the shares.

9.1 Class A shares may only be subscribed by local or regional banks who cover a particular local or regional area (non-nationwide banks) and co-operative associations of such banks, pension funds, insurance companies, foundations and investment funds which either have extensive business relations with the Company and/or its consolidated companies (collectively the "Sparinvest Group") or which are expected by the board of directors to develop such business relations with the Sparinvest Group and which have been admitted as shareholders of the Company ("A shareholders").

9.2 Class B shares may only be subscribed by employees of the Company and of its direct or indirect controlled companies who have acquired shares in the Company pursuant to a resolution passed by the Company's board of directors or by the general meeting admitting them as shareholders ("B shareholders").

9.3 Persons and companies or entities not included in the groups of shareholders referred to above may not acquire existing or subscribe for new shares in the Company without prior approval of the general meeting of shareholders with the quorum and majority requirements required by for an amendment of the articles of incorporation of the Company.

9.4 The above mentioned provisions shall be without prejudice to the Company's right to acquire its own shares irrespective of the class of shares.

9.5 No shareholder may hold more than 25% of the Company's total share capital. Any shareholder holding more than 25% of the share capital for whatever reason shall offer the excess shares for sale in accordance with the provisions on pre-emption rights in Article 10.

9.6 The Company will not acknowledge and register in the register of registered shares any transfer of shares in excess of 25%.

Art. 10. Restrictions on the transfer of shares and Exercise of pre-emption rights.

10.1 Any transfer of shares shall be subject to the prior written consent of the board of directors.

10.2 No share in the Company may be charged or pledged without the prior written consent of the board of directors.

10.3 In connection with any transfer of shares in the Company, by whichever means, the Company or, in the alternative, the remaining A shareholders (the "Pre-emption Right Holders") shall have a right of pre-emption to acquire the shares at a pre-emption right price as specified in Article 10.11.

10.4 The Company may at its own discretion exercise the pre-emption right either on its own behalf or on behalf of a subsidiary designated by the Company. For the purpose of this article, subsidiary shall mean a company directly or indirectly controlled by the Company as such concept is further defined in Article 12 below.

10.5 However, the pre-emption right shall not apply to shares that are (i) transferred as a result of a merger, amalgamation or other combination among the Company's shareholders or (ii) to shares transferred by class B shareholders.

10.6 If an event occurs which would entitle the Company or the Pre-emption Right Holders to exercise their pre-emption right to acquire shares in the Company held by the A shareholder, such shareholder (the "Disposing Shareholder"), upon becoming aware of the triggering event shall promptly give the board of directors written notice thereof, specifying the event triggering the pre-emption right and the number of shares in the Company subject to the pre-emption right and held by the Disposing Shareholder (the "Offered Shares").

10.7 Upon receiving such written notice, the board of directors of the Company shall decide by a majority of votes cast whether the Company wished to exercise its pre-emption right over the Offered Shares either on its own behalf or on behalf of a subsidiary designated by the Company. If the Company does not want to exercise the pre-emption right itself, the board of directors shall, without undue delay, forward the notice by letter by recorded delivery to the Pre-emption Right Holders. The pre-emption right shall be exercised no later than 30 days after the shareholders' receipt of the written notice. If more than one Pre-emption Right Holders elects to exercise the pre-emption right, the Offered Shares shall be allocated among such shareholders in proportion to their respective shareholdings in the Company.

10.8 Upon exercise of the pre-emption right, the purchase price of the Offered Shares acquired shall be paid in cash no later than one month after the date of exercise.

10.9 The transfer of the Offered Shares shall be completed and duly recorded in the register of registered shares upon payment of the purchase price by the Company, the acquiring shareholder(s) or the third party as applicable.

10.10 If neither the Company nor a Pre-emption Right Holder wants to exercise their pre-emption right, the Offered Shares may be transferred to a third party which would meet the criteria referred to in Article 9 and acceptable to the Company's board of directors. If the board of directors refuses to accept a third party that satisfies the shareholder requirements set out in Article 9, the Disposing Shareholder is entitled to have its shares redeemed under Article 11. The terms of any transfer under this Article 10.10 shall not be more favourable to any third party than the terms offered to the Company and to the Pre-emption Right Holders. Any transfer shall take place within two months after expiry of the time allowed for exercise of any pre-emption right as set out in Article 10.7 above and before a new annual general meeting is held in the Company. If the shares have not been transferred in whole or in part before the end of this period, the pre-emption right may be exercised again pursuant to the above provisions. Alternatively, the Disposing Shareholder may demand redemption by the Company under Article 11.

10.11 The pre-emption right price shall be fixed every year at the Company's annual general meeting using the method approved by the general meeting of shareholders of 30 September 2011 and shall be effective for each respective calendar year retrospectively from 1 January.

11. Redemption of the Offered Shares.

11.1 If the Offered Shares have not been acquired from the Disposing Shareholders following the process set out in Article 10, the Disposing Shareholders can, subject to the provision of Article 49-2 of the Law, demand that the Offered Shares are redeemed by the Company. The request for redemption shall be made to the board of directors within 30 days after expiry of the time allowed for exercise of any pre-emption right as set out in Article 10.7. The redemption will only be executed once every year in connection with the annual adjustment. The redemption will be executed in connection with the first annual adjustment (see Article 14) that is made 30 days or more after expiry of the time allowed for exercise in Articles 10.7 or 10.10.

11.2 The redemption price shall be determined every year at the annual general meeting of shareholders using the method approved by the general meeting of shareholders on 30 September 2011.

11.3 If the Disposing Shareholder holds shares in the Company contrary to current rules, or if the shares are sold as a result of a decision from a public authority, or if the Disposing shareholder is forced to sell its shares, the Company's board of directors may grant an exemption from the rule requiring redemption to take place in connection with the annual adjustment under Article 14 and allow redemption upon receipt of the request (see Article 11.1). Upon the granting of the exemption by the board of directors, the redemption price shall be fixed with binding effect by the Company's auditor using the method adopted by the extraordinary general meeting of shareholders on 30 September 2011. The redemption shall be subject to the rules set out by Luxembourg law.

12. Call option.

12.1 In case of a direct or indirect change of control (control meaning in respect of any shareholder, (i) the legal or beneficial ownership, directly or indirectly, of more than 50% of the voting rights in such shareholder or, with respect to a trust, of more than 50% of the beneficial interest in such trust or holding such position as trustee or in similar capacity, or (ii) the power to manage, govern or otherwise direct the management and policies of such shareholder, or to appoint the managing and governing bodies of such shareholder or a majority of the members thereof, directly or indirectly and whether through the ownership of voting securities, by contract or otherwise) of a class A shareholder, whereby a third party would become direct or indirect shareholder of the class A shareholder, the Company or, the Company's other

class A shareholders shall have an option to purchase the A shareholder's shares in the Company. Article 10 (pre-emption right) shall also apply such changes as are necessary.

13. Redemption obligation.

13.1 If the shares held by an A shareholder in the Company are subject to Article 12 (Call option) without the Company or the other A shareholders in the Company exercising their purchase option, the A shareholder is under an obligation to have its shares redeemed by the Company in connection with a capital reduction, if applicable, on the terms prescribed in Article 11.3, second sentence (right of redemption).

14. Annual adjustment.

14.1 Every year immediately after the adoption of the Company's annual accounts by the annual general meeting of shareholders, the board of directors shall determine each A shareholder's contribution to the value creation of the Sparinvest Group (the "Contribution Percentage"). The Contribution Percentage is calculated as the weighted average of (i) the individual A shareholder's contribution to the total assets under management by the Sparinvest Group ("Share of Assets under Management") and (ii) the individual A shareholder's contribution to the contribution margin of the Sparinvest Group (the "Share of Contribution Margin"). When preparing the calculation in 2014 of the weighted average (in connection with the adoption of the Company's annual accounts of 2013) the Share of Assets under Management shall be included in the calculation with 75 percent and the Share of Contribution Margin shall be included with 25 percent. When preparing the calculation in 2015 the Share of Assets under Management shall be included in the calculation with 50 percent and the Share of Contribution Margin shall be included with 50 percent. When preparing the calculation in 2016 and in each following year the Share of Assets under Management shall be included in the calculation with 25 percent and the Share of Contribution Margin shall be included with 75 percent. The individual A shareholder's Share of Assets and Share of Contribution Margin shall be calculated as further described and defined in article 14.2.

14.2 For the purpose of this Article 14, the board of directors shall determine each class A shareholder's Share of Assets under Management. The Share of Assets under Management is calculated as the individual class A shareholder's Assets under Management expressed as a percentage of the total Assets under Management for all class A shareholders. The Assets under Management means the sum of (a) the portfolio of investment certificates issued by *Investeringsforeningen Sparinvest* or other investment funds managed (as investment manager and not only administrator) by Sparinvest Group, which each A shareholder holds either in custody accounts for their customers or in its own name and (b) the A shareholder's own assets under investment being managed (as investment manager and not only administrator) by the Sparinvest Group. Furthermore, the board of directors shall determine each class A shareholder's Share of Contribution Margin. The Share of Contribution Margin is calculated as the Sparinvest Group's Net Fee Income received from the management of the individual class A shareholder's Assets under Management expressed as a percentage of the total Net Fee Incomes received from all of the class A shareholders. "Net Fee Income" shall mean (i) all income received by the Sparinvest Group due to the management of the relevant Assets under Management, corresponding to the management fee and administration fee, or similar fee, for Luxembourgian and other non-Danish investment funds and the cost percentage for Danish investment funds less (ii) any commission fees, or similar fee, paid from the Sparinvest Group to the class A shareholders in question, on the basis of the class A shareholders' Assets under Management. The income received by the Sparinvest Group, due to the management of the relevant Assets under Management, shall be calculated disregarding any variable elements of the fee that are based on the performance of the Sparinvest Group.

14.3 If the determined Contribution Percentage of the individual A shareholder does not correspond to the adjusted ownership share -calculated as the A shareholder's percentage of shareholding in the Company relative to 85% of the total share capital (ownership share as a percentage $\times 100/85$) (the "Ownership Share") - then the A shareholder in question shall offer the excess shares in the Company for sale according to the pre-emption rules in Article 10 above, or in the alternative according to the rules on right of redemption in Articles 11.1-11.3, except that redemption may take place at the same time as the adjustment and the redemption price shall be the price fixed at the last annual general meeting using the method prescribed by the general meeting of shareholders on 30 September 2011. If the A shareholder in question satisfies the requirements applying to the Company's shareholders (see Article 9), the A shareholder in question is, however, entitled to keep at least 100 shares in the Company.

14.4 If, on the other hand, the Contribution Percentage exceeds the Ownership Share, the board of directors shall, by selling the Company's own shares, allow the A shareholder to purchase shares in the Company until the Ownership Share corresponds to the Contribution Percentage.

14.5 For the purpose of any adjustment under Articles 14.3 and 14.4, the share price shall be the pre-emption right price as determined at the Company's last annual general meeting (see Article 10.11)."

This resolution has been adopted by a majority of 365,348 votes in favor, 0 votes against, 0 votes abstained and by a majority of 317,962 Class A shares, 0 Class A shares votes against, 0 Class A shares votes abstained, a majority of 20,443 Class B shares, 0 Class B shares votes against, 0 Class B shares votes abstained and a majority of 26,943 Class C shares, 0 Class C shares votes against, 0 Class C shares votes abstained.

Expenses

The amount of the expenses, remunerations and charges, in any form whatsoever, to be borne by the present deed is estimated at about EUR 2,000.-.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the appearing persons, the present deed is worded in followed by a German version; on request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the German texts, the English text will prevail.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document. After reading and interpretation to the appearers, the said appearers signed together with the notary the present deed.

Es folgt die deutsche Version:

Im Jahre zweitausend und vierzehn, am fünfundzwanzigsten April.

Vor dem unterzeichneten Notar, Herrn Henri Hellinckx, mit Amtssitz in Luxemburg,

sind die Aktionäre der „Sparinvest Holdings SE“, einer société européenne mit Sitz in 28 Boulevard Royal, L-2449 Luxemburg, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg (Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg) unter der Nummer B 164 834, gemäß der Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 3049 vom 13. Dezember 2011 zu einer ausserordentlichen Generalversammlung zusammengetreten.

Die Generalversammlung wurde um 11.00 Uhr unter dem Vorsitz von Herrn Richard JACQUÉ, Angestellter, beruflich wohnhaft in Luxembourg, für eröffnet erklärt.

Der Vorsitzende ernennt Frau Annick Braquet, Angestellte, beruflich wohnhaft in Luxembourg, zur Schriftführerin.

Die Generalversammlung ernennt Frau Arlette Siebenaler, Angestellte, beruflich wohnhaft in Luxembourg, zur Stimmzählerin.

Der Generalversammlungsvorstand ist somit gebildet. Der Vorsitzende gibt folgende Erklärungen ab, welche von dem amtierenden Notar zu Protokoll genommen werden:

I. Diese außerordentliche Generalversammlung wurde über eine an alle Aktionäre vom achtundzwanzigsten März 2014 per Einschreiben gesendete Einladung, die die Tagesordnung enthält, einberufen.

II. Diese außerordentliche Generalversammlung hat folgende

Tagesordnung

1. Zulassung die C-Aktien in A-Aktien zu übertragen und dadurch die Anteilsklasse C aufzuheben.
2. Änderung von Artikeln 5, 6, 9, 10, 11, 12, 13 und 14 der Gesellschaftssatzung, der wie folgt lautet:

Art. 5. Aktienkapital.

5.1 Ausgegebenes Aktienkapital

5.1.1 Das ausgegebene Aktienkapital der Gesellschaft beläuft sich auf achtunddreißig Millionen achthundertneund-siebzigttausendfünfhundert Dänische Kronen (DKK 38.879.500,-) bestehend aus dreihundertachtundachtzigtausend-siebenhundertfünfundneunzig (388.795) Aktien mit einem jeweiligen Nennwert in Höhe von einhundert Dänischen Kronen (DKK 100) und ist geteilt in dreihundertvierundsechzigtausend-siebenhunderteinunddreißig (364.731) Aktien der Klasse A und vierundzwanzigttausendvierundsechzig (24.064) Aktien der Klasse B.

5.1.2 Das ausgegebene Aktienkapital der Gesellschaft kann gemäß den Bestimmungen des Gesetzes durch einen Beschluss der Generalversammlung der Aktionäre erhöht werden, welcher in der Weise gefasst wird wie es für eine Änderung dieser Satzung erforderlich ist.

5.1.3 Alle neuen Aktien, die durch Bareinlage bezahlt werden, werden vorzugsweise dem (n) bestehenden Aktionär (en) angeboten. Im Falle von mehreren Aktionären, werden diese Aktien den Aktionären angeboten proportional zur Anzahl der von ihnen gehaltenen Aktien, im Aktienkapital der Gesellschaft. Der Verwaltungsrat setzt den Zeitraum fest während dem dieses Vorzugsrecht ausgeübt werden kann. Dieser Zeitraum darf nicht kürzer als 30 (dreißig) Tage sein entweder ab dem Datum der Absendung eines Einschreibens an die Aktionäre, das den Beginn der Zeichnung ankündigt oder ab dem Datum der Veröffentlichung des Bescheids, der den Beginn der Zeichnung bekannt gibt und die Zeichnungsfrist festlegt, wobei dieser Bescheid im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations und in zwei Zeitungen in Luxemburg veröffentlicht wird. Die Generalversammlung der Aktionäre die, entweder einberufen wird, um (i) über eine Erhöhung des ausgegebenen Aktienkapitals der Gesellschaft zu beschliessen (ii) oder über die Genehmigung, die dem Verwaltungsrat eingeräumt wird, um das ausgegebene Aktienkapital der Gesellschaft im Rahmen des genehmigten Aktienkapitals zu erhöhen kann jedoch, gemäß den Bestimmungen des Gesetzes, das Vorzugsrecht des (r) bestehenden Aktionärs (en) beschränken oder abschaffen oder den Verwaltungsrat bevollmächtigen es zu tun. Dieser Beschluss wird angenommen in der Weise wie es für eine Änderung dieser Satzung erforderlich ist.

5.1.4 Das ausgegebene Aktienkapital der Gesellschaft kann gemäß den Bestimmungen des Gesetzes durch einen Beschluss der Generalversammlung herabgesetzt werden, welcher in einer Weise gefasst wird wie es für eine Änderung dieser Satzung erforderlich ist.

Art. 6. Aktien.

6.1 Das Aktienkapital der Gesellschaft ist geteilt in Aktien der Klasse A und Aktien der Klasse B, jede davon mit dem gleichen Nennwert.

6.2 Sämtliche Aktien der Klasse A werden in jeder Hinsicht identisch sein. Alle Aktien der Klasse A geben Anspruch auf die Zahlung von Dividenden auf pro-rata Basis und auf die Ausschüttung von geldwerten Gütern, nicht in Form von Bardividenden, solche Ausschüttungen werden auf kumulierter Basis den Aktien der Klasse A zugewiesen. Jede Aktie der Klasse A berechtigt dessen Eigentümer zu einer Stimme bei Angelegenheiten bei denen die Aktionäre das Recht haben, zu wählen.

6.3 Sämtliche Aktien der Klasse B werden in jeder Hinsicht identisch sein. Alle Aktien der Klasse B geben Anspruch auf die Zahlung von Dividenden auf pro-rata Basis und auf die Ausschüttung von geldwerten Gütern, nicht in Form von Bardividenden, solche Ausschüttungen werden auf kumulierter Basis den Aktien der Klasse B zugewiesen. Jede Aktie der Klasse B berechtigt dessen Eigentümer zu einer Stimme bei Angelegenheiten bei denen die Aktionäre das Recht haben, zu wählen.

6.4 Der Tod, die Geschäftsunfähigkeit, die Auflösung, der Konkurs oder ein anderes ähnliches Ereignis, das einen Aktionär betrifft, bewirkt nicht die Auflösung der Gesellschaft, unbeschadet des Artikels 18.

6.5 Die Aktien der Gesellschaft sind Namensaktien und können nicht in Inhaberaktien umgewandelt werden.

Art. 9. Einschränkungen auf den Besitz von Aktien.

9.1 Aktien der Klasse A können nur durch örtliche oder regionale Banken, die einen speziellen oder regionalen Bezirk abdecken (keine landesweite Banken) und Genossenschaften von diesen Banken, Pensionsfonds, Versicherungs-Gesellschaften, Stiftungen und Investmentfonds gezeichnet werden, die entweder umfangreiche Geschäftsbeziehungen mit der Gesellschaft unterhalten und / oder mit den konsolidierten Gesellschaften (insgesamt die „Sparinvest Group“) oder von denen der Verwaltungsrat erwartet, daß sie diese Geschäftsbeziehungen mit der Sparinvest Group entwickelt und die als Aktionäre der Gesellschaft zugelassen worden sind („A Aktionäre“).

9.2 Aktien der Klasse B können nur durch Angestellte der Gesellschaft oder ihrer direkt oder indirekt kontrollierten Gesellschaften gezeichnet werden, die Aktien in der Gesellschaft erworben haben gemäß einem Beschluss durch den Verwaltungsrat der Gesellschaft oder durch die Generalversammlung, die sie als Aktionäre zulässt („B Aktionäre“).

9.3 Personen und Gesellschaften oder Unternehmen, die nicht zu den Gruppen von Aktionären die oben genannt sind, gehören, können keine bestehenden Aktien erwerben oder neue Aktien zeichnen ohne die vorherige Genehmigung der Generalversammlung mit dem Quorum und der Mehrheit der Voraussetzungen, die zur Abänderung der Statuten der Gesellschaft benötigt werden.

9.4 Die oben genannten Bestimmungen gelten unbeschadet des Rechts der Gesellschaft, ihre eigenen Aktien zu erwerben, unabhängig von der Klasse von Aktien.

9.5 Kein Aktionär kann mehr als 25% des gesamten Aktienkapitals der Gesellschaft besitzen. Jeder Aktionär, der mehr als 25% des Aktienkapitals egal aus welchem Grund, wird den Überschuß an Aktien zum Kauf anbieten gemäß den Bestimmungen über Vorzugrecht in Artikel 10.

9.6 Die Gesellschaft wird keine Aktienübertragung anerkennen und in das Aktienregister eintragen, die 25% übersteigt.

Art. 10. Einschränkungen in Bezug auf Aktienübertragung und Ausübung von Vorzugsrechten.

10.1 Jede Aktienübertragung wird der vorherigen schriftlichen Zustimmung des Verwaltungsrats unterliegen.

10.2 Keine Aktie kann ohne die vorherige schriftliche Zustimmung des Verwaltungsrats belastet oder verpfändet werden.

10.3 In Zusammenhang mit jeder Übertragung von Aktien der Gesellschaft, was bedeutet, dass die Gesellschaft oder alternativ die verbleibenden A Aktionäre (die "Vorzugsrechtinhaber") ein Vorzugsrecht haben werden, die Aktien zu einem Vorzugspreis wie festgelegt in Art. 10.11 zu kaufen.

10.4 Die Gesellschaft kann nach eigenem Ermessen das Vorzugsrecht ausüben entweder in eigenem Namen oder in Namen einer Tochtergesellschaft, die durch die Gesellschaft benannt wurde. Für den Gegenstand dieses Artikels, bedeutet Tochtergesellschaft eine Gesellschaft, die direkt oder indirekt durch die Gesellschaft geführt wird sowie dieses Konzept unten in Artikel 12 definiert ist.

10.5 Allerdings bezieht sich das Vorzugsrecht nicht auf Aktien, die (i) übertragen werden im Rahmen einer Fusionierung, Unternehmenszusammenschluss oder eine andere Kombination bei den Aktionären der Gesellschaft oder (ii) auf Aktien, die durch Aktionäre der Klasse B übertragen worden sind.

10.6 Wenn ein Ereignis geschieht, daß die Gesellschaft oder die Inhaber des Vorzugsrechts dazu berechtigt, ihr Vorzugsrecht auszuüben, um Aktien in der Gesellschaft zu erwerben, die von A Aktionären gehalten sind, muss dieser Aktionär (der "Verfügende Aktionär"), sobald er von dem auslösendem Ereignis Kenntnis hat, den Verwaltungsrat umgehend schriftlich darüber informieren, unter Angabe des Ereignis, das das Vorzugsrecht auslöst und die Anzahl von Aktien in der Gesellschaft, die diesem Vorzugsrecht unterliegen und durch den Verfügenden Aktionär (die "Angebotenen Aktien") gehalten sind.

10.7 Bei Erhalt dieser schriftlichen Mitteilung, beschließt der Verwaltungsrat der Gesellschaft bei einer Mehrheit der abgegebenen Stimmen, ob die Gesellschaft ihr Vorzugsrecht auf die Angebotenen Aktien ausüben möchte entweder in eigenem Namen oder im Namen einer Tochtergesellschaft, die durch die Gesellschaft bestimmt wurde. Wenn die Gesellschaft ihr Vorzugsrecht nicht selbst ausüben möchte, muss der Verwaltungsrat, ohne große Verzögerung die Mitteilung per Einschreiben an die Inhaber des Vorzugsrechts weiterleiten. Das Vorzugsrecht kann nicht später als 30 Tage nach

Erhalt durch die Aktionäre der schriftlichen Mitteilung ausgeübt werden. Falls mehr als ein Inhaber des Vorzugsrechts sich entscheidet, das Vorzugsrecht geltend zu machen, werden die Angebotenen Aktien unter diesen Aktionären aufgeteilt im Verhältnis zu ihrem jeweiligen Aktienbesitz in der Gesellschaft.

10.8 Bei Ausübung des Vorzugsrechts, wird der Kaufpreis der Angebotenen Aktien nicht später als ein Monat nach dem Tag der Ausübung in bar bezahlt.

10.9 Die Übertragung der Angebotenen Aktien wird vervollständigt und ordnungsgemäß ins Aktienregister eingetragen bei Zahlung des Verkaufspreises durch die Gesellschaft, den (ie) empfangendem Aktionär(e) oder gegebenenfalls Dritte.

10.10 Wenn weder die Gesellschaft noch der Inhaber des Vorzugsrechts ihr Vorzugsrecht ausüben möchten, werden die Angebotenen Aktien an eine dritte Partei übertragen, die den Kriterien entsprechen würde sowie sie in Artikel 9 angegeben und für den Verwaltungsrat der Gesellschaft annehmbar wäre. Wenn der Verwaltungsrat es ablehnt, eine dritte Partei anzunehmen, die den Anforderungen wie in Artikel 9 dargelegt, entspricht, ist der Verfügende Aktionär berechtigt den Rückkauf seiner Aktien gemäß Artikel 11 zu beantragen. Die Bedingungen einer Übertragung unter Artikel 10.10 dürfen für Dritte nicht günstiger sein als diejenigen, die der Gesellschaft und den Inhabern von Vorzugsrecht, angeboten werden. Jede Übertragung wird innerhalb von zwei Monaten stattfinden nach Ablauf der erlaubten Frist für die Ausübung eines Vorzugsrecht, sowie oben unter Artikel 10.7 angegeben und vor Abhaltung einer jährlichen Generalversammlung der Gesellschaft. Wenn die Aktien nicht in ihrer Gesamtheit oder nur teils vor Ablauf dieses Zeitraums übertragen worden sind, kann das Vorzugsrecht wieder ausgeübt werden laut den obigen Bestimmungen. Alternativ, kann der Verfügende Aktionär den Rückkauf durch die Gesellschaft unter Artikel 11 verlangen.

10.11 Der Vorzugspreis wird jedes Jahr bei der jährlichen Generalversammlung der Gesellschaft festgelegt mit der Methode, die durch die Generalversammlung vom 30. September 2011 gebilligt wurde und wird für das jeweilige Kalenderjahr rechtskräftig rückwirkend zum 1. Januar.

11. Rückkauf der Angebotenen Aktien.

11.1 Wenn die Angebotenen Aktien nicht durch die Verfügenden Aktionären erworben worden sind gemäß Ablauf unter Artikel 10, können die Verfügenden Aktionäre, vorbehaltlich der Bestimmungen von Artikel 49-2 des Gesetzes, verlangen, daß die Angebotenen Aktien durch die Gesellschaft zurückgekauft werden. Der Antrag für den Rückkauf wird an den Verwaltungsrat gestellt innerhalb von 30 Tagen nach Ablauf der gestatteten Frist für die Ausübung des Vorzugsrechts sowie in Artikel 10.7 vorgesehen. Der Rückkauf wird nur einmal jährlich erfolgen in Verbindung mit der ersten jährlichen Angleichung. Der Rückkauf erfolgt in Verbindung mit der ersten jährlichen Angleichung (siehe Artikel 14) 30 Tage oder mehr nach Ablauf der gewährten Frist zur Ausübung in den Artikeln 10.7 oder 10.10.

11.2 Der Rückkaufpreis wird jedes Jahr bei der jährlichen Generalversammlung der Aktionäre festgesetzt, mit der Methode, die durch die Generalversammlung der Aktionäre am 30. September 2011.

11.3 Wenn der Verfügende Aktionär Aktien in der Gesellschaft hält entgegen den aktuellen Regeln, oder wenn die Aktien verkauft werden und das Ergebnis einer Entscheidung sind durch eine öffentliche Behörde, oder wenn der Verfügende Aktionär gezwungen ist, seine Aktien zu verkaufen, kann der Verwaltungsrat eine Befreiung von der Regel gewähren, die vorgibt, daß der Rückkauf im Zusammenhang mit der jährlichen Angleichung unter Artikel 14 stattfinden muss und kann den Rückkauf bei Empfang der Anfrage (siehe Artikel 11.1) genehmigen. Bei Erteilung der Befreiung durch den Verwaltungsrat, wird der Rückkaufpreis mit bindender Wirkung durch den Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft festgelegt mit der Methode, die durch die ausserordentliche Generalversammlung der Aktionäre am 30. September 2011 angenommen wurde. Der Rückkauf unterliegt den Regeln, die im Luxemburger Gesetz aufgeführt sind.

12. Call Option.

12.1 Im Falle einer direkten oder indirekten Kontrolländerung (Kontrolle im Sinne eines Aktionärs, (i) das juristische oder wirtschaftliche Eigentum, direkt oder indirekt, von mehr als 50% der Stimmrechte bezüglich eines Konzerns, von mehr als 50% der wirtschaftlichen Beteiligung in diesem Konzern oder das Halten dieser Position als Bevollmächtigter oder einer ähnlichen Funktion, oder (ii) die Befugnis zu verwalten, zu führen oder sonst die Führung und die Operationen dieses Aktionärs zu leiten, oder die leitenden und führenden Organe dieses Aktionärs zu bestellen oder eine Mehrheit derer Mitglieder, direkt oder indirekt oder durch den Besitz von stimmberechtigten Wertpapieren, durch Vertrag oder andernfalls) der Aktionäre der Klasse A, wobei eine dritte Partei direkt oder indirekt Aktionär werde würde der Aktionäre der Klasse A, werden die Gesellschaft oder die Aktionäre der anderen Klasse A der Gesellschaft die Möglichkeit haben, die Aktien der Aktionäre der Klasse A zu kaufen. Artikel 10 (Vorzugsrecht) gilt auch für Änderungen, die notwendig sind.

13. Verpflichtung zum Rückkauf.

13.1 Wenn die Aktien, die durch einen A Aktionär der Gesellschaft gehalten werden, dem Artikel 12 (Call Option) unterliegen, ohne daß die Gesellschaft oder die anderen A Aktionäre der Gesellschaft ihr Kaufoption geltend machen, ist die Gesellschaft verpflichtet, die Aktien des A Aktionärs zurückzukaufen in Zusammenhang mit einer Kapitalminderung, gegebenenfalls zu den Bedingungen vorgeschrieben in Artikel 11.3, zweiter Satz (Recht auf Rückkauf).

14. Jährliche Angleichung.

14.1 Jedes Jahr unmittelbar nach der Annahme des Jahresabschlusses der Gesellschaft durch die Generalversammlung legt der Verwaltungsrat die jeweiligen Beiträge zur Wertschöpfung der Sparinvest Gruppe („Beitragsanteil“) für Aktionäre der Klasse A fest. Der Beitragsanteil ergibt sich aus dem gewichteten Mittelwert (i) des jeweiligen Beitrags des Aktionärs

der Klasse A zu dem von der Sparinvest Gruppe verwalteten Gesamtvermögen („Anteil am verwalteten Vermögen“) und (ii) des jeweiligen Beitrags des Aktionärs der Klasse A zu dem Deckungsbeitrag der Sparinvest Gruppe („Anteil am Deckungsbeitrag“). Bei der Kalkulation des gewichteten Mittelwerts für 2014 (im Zusammenhang mit der Annahme des Jahresabschlusses der Gesellschaft von 2013) ist der Anteil am verwalteten Vermögen mit 75 Prozent und der Anteil am Deckungsbeitrag mit 25 Prozent in die Berechnung mit einzubeziehen. Bei der Kalkulation für 2015 ist der Anteil am verwalteten Vermögen mit 50 Prozent und der Anteil am Deckungsbeitrag mit 50 Prozent in die Berechnung mit einzubeziehen. Bei der Kalkulation für 2016 und jedem der folgenden Jahre ist der Anteil am verwalteten Vermögen mit 25 Prozent und der Anteil am Deckungsbeitrag mit 75 Prozent in die Berechnung mit einzubeziehen. Der Anteil des jeweiligen Beitrags des Aktionärs der Klasse A am verwalteten Vermögen und Anteil am Deckungsbeitrag werden berechnet als näher beschrieben und definiert in Artikel 14.2.

14.2 Für die Zwecke dieses Artikels 14 bestimmt der Verwaltungsrat den jeweiligen Anteil am verwalteten Vermögen der einzelnen Aktionäre der Klasse A. Der Anteil am verwalteten Vermögen wird als das verwaltete Vermögen des einzelnen Aktionärs der Klasse A kalkuliert, das als prozentualer Anteil des gesamten verwalteten Vermögens für alle Aktionäre der Klasse A ausgedrückt wird. Das verwaltete Vermögen ist die Summe (a) des Portfolios der von Investierungsforenigen Sparinvest oder einem anderen von der Sparinvest Gruppe (als Anlageverwalter und nicht nur als Verwaltungsstelle) verwalteten Investmentfonds ausgegebenen Investmentzertifikate, die die Aktionäre der Klasse A entweder für ihre Kunden oder in eigenem Namen in Wertpapierdepots halten, und (b) des eigenen Anlagevolumens der Aktionäre der Klasse A, das von der Sparinvest Gruppe (als Anlageverwalter und nicht nur als Verwaltungsstelle) verwaltet wird.

Darüber hinaus legt der Verwaltungsrat den Anteil am Deckungsbeitrag für den einzelnen Aktionär der Klasse A fest. Der Anteil am Deckungsbeitrag errechnet sich aus dem Provisionsüberschuss der Sparinvest Gruppe aus der Verwaltung des jeweiligen verwalteten Vermögens der Aktionäre der Klasse A, das als prozentualer Anteil des gesamten von allen Aktionären der Klasse A erhaltenen Provisionsüberschusses ausgedrückt wird. Provisionsüberschuss bedeutet (i) alle für das Management des entsprechenden verwalteten Vermögens erhaltenen Erträge der Sparinvest Gruppe in Bezug auf die Managementgebühr und Verwaltungsgebühr oder eine ähnliche Gebühr für luxemburgische und andere nichtdänische Investmentfonds sowie den Kostenanteil für dänische Investmentfonds abzüglich (ii) der von der Sparinvest Gruppe an die entsprechenden Aktionäre der Klasse A gezahlten Kommissionen oder ähnlichen Gebühren auf der Grundlage des verwalteten Vermögens der Aktionäre der Klasse A. Die aus dem Management des entsprechenden verwalteten Vermögens erzielten Erträge sind ohne Berücksichtigung variabler Elemente der Gebühr im Zusammenhang mit der Entwicklung der Sparinvest Gruppe zu kalkulieren.

14.3 Entspricht der festgelegte Beitragsanteil des einzelnen Aktionärs der Klasse A nicht dem angepassten Eigentumsanteil, welcher sich aus der prozentualen Beteiligung des jeweiligen Aktionärs der Klasse A bezogen auf 85 % des gesamten Aktienkapitals (Eigentumsanteil als prozentualer Anteil $\times 100/85$) ergibt („Eigentumsanteil“), so bietet der entsprechende Aktionär der Klasse A die diesen Wert übersteigenden Anteile an der Gesellschaft in Übereinstimmung mit den Verkaufsregelungen in Artikel 10 oder alternativ gemäß den Regelungen zum Rückgaberecht in Artikel 11.1 bis 11.3 zum Verkauf an, mit der Ausnahme, dass die Rückgabe zum gleichen Zeitpunkt wie die Anpassung stattfinden darf und der Rücknahmepreis dem auf der letzten Generalversammlung festgelegten Preis entspricht, welcher anhand der von der Generalversammlung am 30. September 2011 festgesetzten Methode ermittelt wurde. Der entsprechende Aktionär der Klasse A ist jedoch, soweit er die für die Aktionäre der Gesellschaft geltenden Anforderungen (siehe Artikel 9) erfüllt, berechtigt, mindestens 100 Aktien der Gesellschaft zu halten.

14.4 Sollte andererseits der Beitragsanteil den Eigentumsanteil überschreiten, gestattet der Verwaltungsrat durch den Verkauf der eigenen Aktien der Gesellschaft dem entsprechenden Aktionär der Klasse A, Aktien der Gesellschaft zu erwerben, bis der Eigentumsanteil dem Beitragsanteil entspricht.

14.5 Für die Zwecke einer Anpassung im Sinne von Artikel 14.3 und 14.4 entspricht der Aktienpreis dem bezüglich des Vorkaufsrechts auf der letzten Generalversammlung der Gesellschaft festgelegten Preis (siehe Artikel 10.11).“

3. Verschiedenes

III. Die anwesenden oder vertretenen Aktionäre, die Bevollmächtigten der vertretenen Aktionäre sowie die Anzahl ihrer Aktien sind in eine Anwesenheitsliste aufgenommen. Diese von den Bevollmächtigten der vertretenen Aktionäre sowie den Vorstandsmitgliedern unterzeichnete Anwesenheitsliste ist dieser Urkunde beigefügt, um mit ihr eingetragen zu werden.

IV. Wie aus der Anwesenheitsliste hervorgeht, sind bei dieser Generalversammlung 317.962 Aktien der Klasse A, 20.443 Aktien der Klasse B und 26.943 Aktien der Klasse C von insgesamt dreihundertsiebenunddreißigtausendeinhundertsiebzig (337.170) ausgegebenen Aktien der Klasse A, vierundzwanzigtausendvierundsechzig (24.064) ausgegebenen Aktien der Klasse B und siebenundzwanzigtausendfünfhunderteinundsechzig (27.561) ausgegebenen Aktien der Klasse C zugegen oder vertreten.

V. Diese Generalversammlung, die mehr als sechsundsechzigkommasiebenundsiebzig (66,67) Prozent des Gesellschaftskapitals vertritt, ist rechtmäßig zusammengesetzt und kann somit rechtsgültig über alle Punkte der Tagesordnung befinden.

Nach Beratung fasst die Generalversammlung folgende Beschlüsse:

Erster Beschluss

Die Generalversammlung beschließt, die C-Aktien in A-Aktien zu übertragen und dadurch die Anteilsklasse C aufzuheben.

Dieser Beschluss wurde mit einer Mehrheit von 365.348 Stimmen dafür, 0 Stimmen dagegen, 0 Stimmen Enthaltungen und mit einer Mehrheit von 317.962 A-Aktien, 0 A-Aktien stimmen dagegen, 0 A-Aktien stimmen enthaltend, einer Mehrheit von 20.443 B-Aktien, 0 B-Aktien stimmen dagegen, 0 B-Aktien stimmen enthaltend, und einer Mehrheit von 26.943 C-Aktien, 0 C-Aktien stimmen dagegen, 0 C-Aktien stimmen enthaltend.

Zweiter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt, Artikel 5, 6, 9, 10, 11, 12, 13 und 14 der Gesellschaftssatzung zu ändern, der künftig wie folgt lautet:

Art. 5. Aktienkapital.

5.1 Ausgegebenes Aktienkapital

5.1.1 Das ausgegebene Aktienkapital der Gesellschaft beläuft sich auf achtunddreißig Millionen achthundertneund-siebzigttausend-fünfhundert Dänische Kronen (DKK 38.879.500,-) bestehend aus dreihundertachtundachtzigtausendsiebenhundertfünfundneunzig (388.795) Aktien mit einem jeweiligen Nennwert in Höhe von einhundert Dänischen Kronen (DKK 100) und ist geteilt in dreihundertvierundsechzigtausendsiebenhundertundeinunddreissig (364.731) Aktien der Klasse A und vierundzwanzigtausendundvierundsechzig (24.064) Aktien der Klasse B.

5.1.2 Das ausgegebene Aktienkapital der Gesellschaft kann gemäß den Bestimmungen des Gesetzes durch einen Beschluss der Generalversammlung der Aktionäre erhöht werden, welcher in der Weise gefasst wird wie es für eine Änderung dieser Satzung erforderlich ist.

5.1.3 Alle neuen Aktien, die durch Bareinlage bezahlt werden, werden vorzugsweise dem (n) bestehenden Aktionär (en) angeboten. Im Falle von mehreren Aktionären, werden diese Aktien den Aktionären angeboten proportional zur Anzahl der von ihnen gehaltenen Aktien, im Aktienkapital der Gesellschaft. Der Verwaltungsrat setzt den Zeitraum fest während dem dieses Vorzugsrecht ausgeübt werden kann. Dieser Zeitraum darf nicht kürzer als 30 (dreißig) Tage sein entweder ab dem Datum der Absendung eines Einschreibens an die Aktionäre, das den Beginn der Zeichnung ankündigt oder ab dem Datum der Veröffentlichung des Bescheids, der den Beginn der Zeichnung bekannt gibt und die Zeichnungsfrist festlegt, wobei dieser Bescheid im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations und in zwei Zeitungen in Luxemburg veröffentlicht wird. Die Generalversammlung der Aktionäre die, entweder einberufen wird, um (i) über eine Erhöhung des ausgegebenen Aktienkapitals der Gesellschaft zu beschliessen (ii) oder über die Genehmigung, die dem Verwaltungsrat eingeräumt wird, um das ausgegebene Aktienkapital der Gesellschaft im Rahmen des genehmigten Aktienkapitals zu erhöhen kann jedoch, gemäß den Bestimmungen des Gesetzes, das Vorzugsrecht des (r) bestehenden Aktionärs (en) beschränken oder abschaffen oder den Verwaltungsrat bevollmächtigen es zu tun. Dieser Beschluss wird angenommen in der Weise wie es für eine Änderung dieser Satzung erforderlich ist.

5.1.4 Das ausgegebene Aktienkapital der Gesellschaft kann gemäß den Bestimmungen des Gesetzes durch einen Beschluss der Generalversammlung herabgesetzt werden, welcher in einer Weise gefasst wird wie es für eine Änderung dieser Satzung erforderlich ist.

Art. 6. Aktien.

6.1 Das Aktienkapital der Gesellschaft ist geteilt in Aktien der Klasse A und Aktien der Klasse B, jede davon mit dem gleichen Nennwert.

6.2 Sämtliche Aktien der Klasse A werden in jeder Hinsicht identisch sein. Alle Aktien der Klasse A geben Anspruch auf die Zahlung von Dividenden auf pro-rata Basis und auf die Ausschüttung von geldwerten Gütern, nicht in Form von Bardividenden, solche Ausschüttungen werden auf kumulierter Basis den Aktien der Klasse A zugewiesen. Jede Aktie der Klasse A berechtigt dessen Eigentümer zu einer Stimme bei Angelegenheiten bei denen die Aktionäre das Recht haben, zu wählen.

6.3 Sämtliche Aktien der Klasse B werden in jeder Hinsicht identisch sein. Alle Aktien der Klasse B geben Anspruch auf die Zahlung von Dividenden auf pro-rata Basis und auf die Ausschüttung von geldwerten Gütern, nicht in Form von Bardividenden, solche Ausschüttungen werden auf kumulierter Basis den Aktien der Klasse B zugewiesen. Jede Aktie der Klasse B berechtigt dessen Eigentümer zu einer Stimme bei Angelegenheiten bei denen die Aktionäre das Recht haben, zu wählen.

6.4 Der Tod, die Geschäftsunfähigkeit, die Auflösung, der Konkurs oder ein anderes ähnliches Ereignis, das einen Aktionär betrifft, bewirkt nicht die Auflösung der Gesellschaft, unbeschadet des Artikels 18.

6.5 Die Aktien der Gesellschaft sind Namensaktien und können nicht in Inhaberaktien umgewandelt werden.

Art. 9. Einschränkungen auf den Besitz von Aktien.

9.1 Aktien der Klasse A können nur durch örtliche oder regionale Banken, die einen speziellen oder regionalen Bezirk abdecken (keine landesweite Banken) und Genossenschaften von diesen Banken, Pensionsfonds, Versicherungs-Gesellschaften, Stiftungen und Investmentfonds gezeichnet werden, die entweder umfangreiche Geschäftsbeziehungen mit der Gesellschaft unterhalten und / oder mit den konsolidierten Gesellschaften (insgesamt die „Sparinvest Group“) oder von

denen der Verwaltungsrat erwartet, daß sie diese Geschäftsbeziehungen mit der Sparinvest Group entwickelt und die als Aktionäre der Gesellschaft zugelassen worden sind ("A Aktionäre")

9.2 Aktien der Klasse B können nur durch Angestellte der Gesellschaft oder ihrer direkt oder indirekt kontrollierten Gesellschaften gezeichnet werden, die Aktien in der Gesellschaft erworben haben gemäß einem Beschluss durch den Verwaltungsrat der Gesellschaft oder durch die Generalversammlung, die sie als Aktionäre zulässt ("B Aktionäre").

9.3 Personen und Gesellschaften oder Unternehmen, die nicht zu den Gruppen von Aktionären die oben genannt sind, gehören, können keine bestehenden Aktien erwerben oder neue Aktien zeichnen ohne die vorherige Genehmigung der Generalversammlung mit dem Quorum und der Mehrheit der Voraussetzungen, die zur Abänderung der Statuten der Gesellschaft benötigt werden.

9.4 Die oben genannten Bestimmungen gelten unbeschadet des Rechts der Gesellschaft, ihre eigenen Aktien zu erwerben, unabhängig von der Klasse von Aktien.

9.5 Kein Aktionär kann mehr als 25% des gesamten Aktienkapitals der Gesellschaft besitzen. Jeder Aktionär, der mehr als 25% des Aktienkapitals egal aus welchem Grund, wird den Überschuß an Aktien zum Kauf anbieten gemäß den Bestimmungen über Vorzugsrecht in Artikel 10.

9.6 Die Gesellschaft wird keine Aktienübertragung anerkennen und in das Aktienregister eintragen, die 25% übersteigt.

Art. 10. Einschränkungen in Bezug auf Aktienübertragung und Ausübung von Vorzugsrechten.

10.1 Jede Aktienübertragung wird der vorherigen schriftlichen Zustimmung des Verwaltungsrats unterliegen.

10.2 Keine Aktie kann ohne die vorherige schriftliche Zustimmung des Verwaltungsrats belastet oder verpfändet werden.

10.3 n Zusammenhang mit jeder Übertragung von Aktien der Gesellschaft, was bedeutet, dass die Gesellschaft oder alternativ die verbleibenden A Aktionäre (die "Vorzugsrechtinhaber") ein Vorzugsrecht haben werden, die Aktien zu einem Vorzugspreis wie festgelegt in Art. 10.11 zu kaufen.

10.4 Die Gesellschaft kann nach eigenem Ermessen das Vorzugsrecht ausüben entweder in eigenem Namen oder in Namen einer Tochtergesellschaft, die durch die Gesellschaft benannt wurde. Für den Gegenstand dieses Artikels, bedeutet Tochtergesellschaft eine Gesellschaft, die direkt oder indirekt durch die Gesellschaft geführt wird sowie dieses Konzept unten in Artikel 12 definiert ist.

10.5 Allerdings bezieht sich das Vorzugsrecht nicht auf Aktien, die (i) übertragen werden im Rahmen einer Fusionierung, Unternehmens-zusammenschluss oder eine andere Kombination bei den Aktionären der Gesellschaft oder (ii) auf Aktien, die durch Aktionäre der Klasse B übertragen worden sind.

10.6 Wenn ein Ereignis geschieht, daß die Gesellschaft oder die Inhaber des Vorzugsrechts dazu berechtigt, ihr Vorzugsrecht auszuüben, um Aktien in der Gesellschaft zu erwerben, die von A Aktionären gehalten sind, muss dieser Aktionär (der "Verfügende Aktionär"), sobald er von dem auslösendem Ereignis Kenntnis hat, den Verwaltungsrat umgehend schriftlich darüber informieren, unter Angabe des Ereignis, das das Vorzugsrecht auslöst und die Anzahl von Aktien in der Gesellschaft, die diesem Vorzugsrecht unterliegen und durch den Verfügenden Aktionär (die "Angebotenen Aktien") gehalten sind.

10.7 Bei Erhalt dieser schriftlichen Mitteilung, beschließt der Verwaltungsrat der Gesellschaft bei einer Mehrheit der abgegebenen Stimmen, ob die Gesellschaft ihr Vorzugsrecht auf die Angebotenen Aktien ausüben möchte entweder in eigenem Namen oder im Namen einer Tochtergesellschaft, die durch die Gesellschaft bestimmt wurde. Wenn die Gesellschaft ihr Vorzugsrecht nicht selbst ausüben möchte, muss der Verwaltungsrat, ohne große Verzögerung die Mitteilung per Einschreiben an die Inhaber des Vorzugsrechts weiterleiten. Das Vorzugsrecht kann nicht später als 30 Tage nach Erhalt durch die Aktionäre der schriftlichen Mitteilung ausgeübt werden. Falls mehr als ein Inhaber des Vorzugsrechts sich entscheidet, das Vorzugsrecht geltend zu machen, werden die Angebotenen Aktien unter diesen Aktionären aufgeteilt im Verhältnis zu ihrem jeweiligen Aktienbesitz in der Gesellschaft.

10.8 Bei Ausübung des Vorzugsrechts, wird der Kaufpreis der Angebotenen Aktien nicht später als ein Monat nach dem Tag der Ausübung in bar bezahlt.

10.9 Die Übertragung der Angebotenen Aktien wird vervollständigt und ordnungsgemäß ins Aktienregister eingetragen bei Zahlung des Verkaufspreises durch die Gesellschaft, den (ie) empfangendem Aktionär(e) oder gegebenenfalls Dritte.

10.10 Wenn weder die Gesellschaft noch der Inhaber des Vorzugsrechts ihr Vorzugsrecht ausüben möchten, werden die Angebotenen Aktien an eine dritte Partei übertragen, die den Kriterien entsprechen würde sowie sie in Artikel 9 angegeben und für den Verwaltungsrat der Gesellschaft annehmbar wäre. Wenn der Verwaltungsrat es ablehnt, eine dritte Partei anzunehmen, die den Anforderungen wie in Artikel 9 dargelegt, entspricht, ist der Verfügende Aktionär berechtigt den Rückkauf seiner Aktien gemäß Artikel 11 zu beantragen. Die Bedingungen einer Übertragung unter Artikel 10.10 dürfen für Dritte nicht günstiger sein als diejenigen, die der Gesellschaft und den Inhabern von Vorzugsrecht, angeboten werden. Jede Übertragung wird innerhalb von zwei Monaten stattfinden nach Ablauf der erlaubten Frist für die Ausübung eines Vorzugsrecht, sowie oben unter Artikel 10.7 angegeben und vor Abhaltung einer jährlichen Generalversammlung der Gesellschaft. Wenn die Aktien nicht in ihrer Gesamtheit oder nur teils vor Ablauf dieses Zeitraums übertragen worden sind, kann das Vorzugsrecht wieder ausgeübt werden laut den obigen Bestimmungen. Alternativ, kann der Verfügende Aktionär den Rückkauf durch die Gesellschaft unter Artikel 11 verlangen.

10.11 Der Vorzugspreis wird jedes Jahr bei der jährlichen Generalversammlung der Gesellschaft festgelegt mit der Methode, die durch die Generalversammlung vom 30. September 2011 gebilligt wurde und wird für das jeweilige Kalenderjahr rechtskräftig rückwirkend zum 1. Januar.

11. Rückkauf der Angebotenen Aktien.

11.1 Wenn die Angebotenen Aktien nicht durch die Verfügenden Aktionären erworben worden sind gemäß Ablauf unter Artikel 10, können die Verfügenden Aktionäre, vorbehaltlich der Bestimmungen von Artikel 49-2 des Gesetzes, verlangen, daß die Angebotenen Aktien durch die Gesellschaft zurückgekauft werden. Der Antrag für den Rückkauf wird an den Verwaltungsrat gestellt innerhalb von 30 Tagen nach Ablauf der gestatteten Frist für die Ausübung des Vorzugsrechts sowie in Artikel 10.7 vorgesehen. Der Rückkauf wird nur einmal jährlich erfolgen in Verbindung mit der ersten jährlichen Angleichung. Der Rückkauf erfolgt in Verbindung mit der ersten jährlichen Angleichung (siehe Artikel 14) 30 Tage oder mehr nach Ablauf der gewährten Frist zur Ausübung in den Artikeln 10.7 oder 10.10.

11.2 Der Rückkaufpreis wird jedes Jahr bei der jährlichen Generalversammlung der Aktionäre festgesetzt, mit der Methode, die durch die Generalversammlung der Aktionäre am 30. September 2011.

11.3 Wenn der Verfügende Aktionär Aktien in der Gesellschaft hält entgegen den aktuellen Regeln, oder wenn die Aktien verkauft werden und das Ergebnis einer Entscheidung sind durch eine öffentliche Behörde, oder wenn der Verfügende Aktionär gezwungen ist, seine Aktien zu verkaufen, kann der Verwaltungsrat eine Befreiung von der Regel gewähren, die vorgibt, daß der Rückkauf im Zusammenhang mit der jährlichen Angleichung unter Artikel 14 stattfinden muss und kann den Rückkauf bei Empfang der Anfrage (siehe Artikel 11.1) genehmigen. Bei Erteilung der Befreiung durch den Verwaltungsrat, wird der Rückkaufpreis mit bindender Wirkung durch den Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft festgelegt mit der Methode, die durch die ausserordentliche Generalversammlung der Aktionäre am 30. September 2011 angenommen wurde. Der Rückkauf unterliegt den Regeln, die im Luxemburger Gesetz aufgeführt sind.

12. Call Option.

12.1 Im Falle einer direkten oder indirekten Kontrolländerung (Kontrolle im Sinne eines Aktionärs, (i) das juristische oder wirtschaftliche Eigentum, direkt oder indirekt, von mehr als 50% der Stimmrechte bezüglich eines Konzerns, von mehr als 50% der wirtschaftlichen Beteiligung in diesem Konzern oder das Halten dieser Position als Bevollmächtigter oder einer ähnlichen Funktion, oder (ii) die Befugnis zu verwalten, zu führen oder sonst die Führung und die Operationen dieses Aktionärs zu leiten, oder die leitenden und führenden Organe dieses Aktionärs zu bestellen oder eine Mehrheit derer Mitglieder, direkt oder indirekt oder durch den Besitz von stimmberechtigten Wertpapieren, durch Vertrag oder andernfalls) der Aktionäre der Klasse A, wobei eine dritte Partei direkt oder indirekt Aktionär werde würde der Aktionäre der Klasse A, werden die Gesellschaft oder die Aktionäre der anderen Klasse A der Gesellschaft die Möglichkeit haben, die Aktien der Aktionäre der Klasse A zu kaufen. Artikel 10 (Vorzugsrecht) gilt auch für Änderungen, die notwendig sind.

13. Verpflichtung zum Rückkauf.

13.1 Wenn die Aktien, die durch einen A Aktionär der Gesellschaft gehalten werden, dem Artikel 12 (Call Option) unterliegen, ohne daß die Gesellschaft oder die anderen A Aktionäre der Gesellschaft ihr Kaufoption geltend machen, ist die Gesellschaft verpflichtet, die Aktien des A Aktionärs zurückzukaufen in Zusammenhang mit einer Kapitalminderung, gegebenenfalls zu den Bedingungen vorgeschrieben in Artikel 11.3, zweiter Satz (Recht auf Rückkauf).

14. Jährliche Angleichung.

14.1 Jedes Jahr unmittelbar nach der Annahme des Jahresabschlusses der Gesellschaft durch die Generalversammlung legt der Verwaltungsrat die jeweiligen Beiträge zur Wertschöpfung der Sparinvest Gruppe („Beitragsanteil“) für Aktionäre der Klasse A fest. Der Beitragsanteil ergibt sich aus dem gewichteten Mittelwert (i) des jeweiligen Beitrags des Aktionärs der Klasse A zu dem von der Sparinvest Gruppe verwalteten Gesamtvermögen („Anteil am verwalteten Vermögen“) und (ii) des jeweiligen Beitrags des Aktionärs der Klasse A zu dem Deckungsbeitrag der Sparinvest Gruppe („Anteil am Deckungsbeitrag“). Bei der Kalkulation des gewichteten Mittelwerts für 2014 (im Zusammenhang mit der Annahme des Jahresabschlusses der Gesellschaft von 2013) ist der Anteil am verwalteten Vermögen mit 75 Prozent und der Anteil am Deckungsbeitrag mit 25 Prozent in die Berechnung mit einzubeziehen. Bei der Kalkulation für 2015 ist der Anteil am verwalteten Vermögen mit 50 Prozent und der Anteil am Deckungsbeitrag mit 50 Prozent in die Berechnung mit einzubeziehen. Bei der Kalkulation für 2016 und jedem der folgenden Jahre ist der Anteil am verwalteten Vermögen mit 25 Prozent und der Anteil am Deckungsbeitrag mit 75 Prozent in die Berechnung mit einzubeziehen. Der Anteil des jeweiligen Beitrags des Aktionärs der Klasse A am verwalteten Vermögen und Anteil am Deckungsbeitrag werden berechnet als näher beschrieben und definiert in Artikel 14.2.

14.2 Für die Zwecke dieses Artikels 14 bestimmt der Verwaltungsrat den jeweiligen Anteil am verwalteten Vermögen der einzelnen Aktionäre der Klasse A. Der Anteil am verwalteten Vermögen wird als das verwaltete Vermögen des einzelnen Aktionärs der Klasse A kalkuliert, das als prozentualer Anteil des gesamten verwalteten Vermögens für alle Aktionäre der Klasse A ausgedrückt wird. Das verwaltete Vermögen ist die Summe (a) des Portfolios der von Investierungsforeningen Sparinvest oder einem anderen von der Sparinvest Gruppe (als Anlageverwalter und nicht nur als Verwaltungsstelle) verwalteten Investmentfonds ausgegebenen Investmentzertifikate, die die Aktionäre der Klasse A entweder für ihre Kunden oder in eigenem Namen in Wertpapierdepots halten, und (b) des eigenen Anlagevolumens der Aktionäre der Klasse A, das von der Sparinvest Gruppe (als Anlageverwalter und nicht nur als Verwaltungsstelle) verwaltet wird.

Darüber hinaus legt der Verwaltungsrat den Anteil am Deckungsbeitrag für den einzelnen Aktionär der Klasse A fest. Der Anteil am Deckungsbeitrag errechnet sich aus dem Provisionsüberschuss der Sparinvest Gruppe aus der Verwaltung des jeweiligen verwalteten Vermögens der Aktionäre der Klasse A, das als prozentualer Anteil des gesamten von allen Aktionären der Klasse A erhaltenen Provisionsüberschusses ausgedrückt wird. Provisionsüberschuss bedeutet (i) alle für das Management des entsprechenden verwalteten Vermögens erhaltenen Erträge der Sparinvest Gruppe in Bezug auf die Managementgebühr und Verwaltungsgebühr oder eine ähnliche Gebühr für luxemburgische und andere nichtdänische Investmentfonds sowie den Kostenanteil für dänische Investmentfonds abzüglich (ii) der von der Sparinvest Gruppe an die entsprechenden Aktionäre der Klasse A gezahlten Kommissionen oder ähnlichen Gebühren auf der Grundlage des verwalteten Vermögens der Aktionäre der Klasse A. Die aus dem Management des entsprechenden verwalteten Vermögens erzielten Erträge sind ohne Berücksichtigung variabler Elemente der Gebühr im Zusammenhang mit der Entwicklung der Sparinvest Gruppe zu kalkulieren.

14.3 Entspricht der festgelegte Beitragsanteil des einzelnen Aktionärs der Klasse A nicht dem angepassten Eigentumsanteil, welcher sich aus der prozentualen Beteiligung des jeweiligen Aktionärs der Klasse A bezogen auf 85 % des gesamten Aktienkapitals (Eigentumsanteil als prozentualer Anteil x 100/85) ergibt („Eigentumsanteil“), so bietet der entsprechende Aktionär der Klasse A die diesen Wert übersteigenden Anteile an der Gesellschaft in Übereinstimmung mit den Vorkaufsregelungen in Artikel 10 oder alternativ gemäß den Regelungen zum Rückgaberecht in Artikel 11.1 bis 11.3 zum Verkauf an, mit der Ausnahme, dass die Rückgabe zum gleichen Zeitpunkt wie die Anpassung stattfinden darf und der Rücknahmepreis dem auf der letzten Generalversammlung festgelegten Preis entspricht, welcher anhand der von der Generalversammlung am 30. September 2011 festgesetzten Methode ermittelt wurde. Der entsprechende Aktionär der Klasse A ist jedoch, soweit er die für die Aktionäre der Gesellschaft geltenden Anforderungen (siehe Artikel 9) erfüllt, berechtigt, mindestens 100 Aktien der Gesellschaft zu halten.

14.4 Sollte andererseits der Beitragsanteil den Eigentumsanteil überschreiten, gestattet der Verwaltungsrat durch den Verkauf der eigenen Aktien der Gesellschaft dem entsprechenden Aktionär der Klasse A, Aktien der Gesellschaft zu erwerben, bis der Eigentumsanteil dem Beitragsanteil entspricht.

14.5 Für die Zwecke einer Anpassung im Sinne von Artikel 14.3 und 14.4 entspricht der Aktienpreis dem bezüglich des Vorkaufsrechts auf der letzten Generalversammlung der Gesellschaft festgelegten Preis (siehe Artikel 10.11).

Dieser Beschluss wurde mit einer Mehrheit von 365.348 Stimmen dafür, 0 Stimmen dagegen, 0 Stimmen Enthaltungen und mit einer Mehrheit von 317.962 A-Aktien, 0 A-Aktien stimmen dagegen, 0 A-Aktien stimmen enthaltend, eine Mehrheit von 20.443 B-Aktien, 0 B-Aktien stimmen dagegen, 0 B-Aktien stimmen enthaltend, und eine Mehrheit von 26.943 C-Aktien, 0 C-Aktien stimmen dagegen, 0 C-Aktien stimmen enthaltend.

Kosten

Die Kosten, Vergütungen und Gebühren jeglicher Form, die im Rahmen dieser Urkunde zu tragen sind, werden auf EUR 2.000.- geschätzt.

Da hiermit die Tagesordnung erschöpft ist, wird die Versammlung für geschlossen erklärt.

Der unterzeichnende Notar, der die englische Sprache spricht und versteht, bestätigt hiermit, dass vorliegende Urkunde auf Ersuchen der erschienenen Personen, auf Englisch abgefasst ist, gefolgt von einer deutschen Fassung. Auf Ersuchen derselben erschienenen Personen und im Fall von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text ist der englische Text maßgebend.

Die vorliegende notarielle Urkunde wurde in Luxemburg zum eingangs erwähnten Datum erstellt.

Diese Urkunde wurde den Erschienenen vorgelesen, welche die vorliegende Urkunde gemeinsam mit dem Notar unterzeichnet haben.

Gezeichnet: R. JACQUÉ, A. BRAQUET, A. SIEBENALER und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 2 mai 2014. Relation: LAC/2014/20462. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 12. Mai 2014.

Référence de publication: 2014066117/855.

(140077262) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2014.

Société d'Experts et de Consultants Techniques en Bâtiment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4220 Esch-sur-Alzette, 16, rue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 168.232.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014066113/9.

(140077143) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2014.

DC Music S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 100.000,00.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 186.890.

—
STATUTES

In the year two thousand fourteen, on the fifth of May,
Before Maître Joseph ELVINGER, Civil Law Notary in Luxembourg, the Undersigned.

THERE APPEARED

DOTCORP FINANCE III PRIVATE EQUITY FUND, a Société en Commandite par Actions, duly existing under the laws of Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 10A (office n° 2A), rue Henri Schnadt, L-2530 Luxembourg, registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under section B number 134377,

hereby represented by Sara LECOMTE, private employee, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given privately to her.

The aforesaid proxy, after having been signed ne varietur by the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing parties, represented as stated hereabove, have requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company (Société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

Such appearing party, represented as hereabove stated, has requested the officiating notary to document the following articles of incorporation of a Société à responsabilité limitée, private limited liability company (the "Articles"), it deems to incorporate as shareholder or with any person or entity which may become shareholder of this company in the future.

Art. 1. Name. There is hereby formed a Société à responsabilité limitée, private limited liability company under the name "DC MUSIC S.à r.l." (the "Company") governed by the present Articles of incorporation and by current Luxembourg laws, and in particular the law of August 10th, 1915 on commercial companies (the "Law"), and the law of September 18th, 1933 and of December 28th, 1992 on Sociétés à responsabilité limitée.

Art. 2. Object. The object of the Company is the direct and indirect acquisition and holding of participating interests, in any form whatsoever, in Luxembourg and/or in foreign undertakings, as well as the administration, development and management of such interests.

This includes, but is not limited to, investment in, acquirement of, disposal of, granting or issuing of preferred equity certificates, loans, bonds, notes debentures and other debt instruments, shares, warrants and other equity instruments or rights, including, but not limited to, shares of capital stock, limited partnership interests, limited liability company interests, preferred stock, securities and swaps, and any combination of the foregoing, in each case whether readily marketable or not, and obligations (including but not limited to synthetic securities obligations) in any type of company, entity or other legal person.

The Company may also use its funds to invest in real estate, in intellectual property rights or any other movable or immovable assets in any form or of any kind.

The Company may grant pledges, guarantees, liens, mortgages and any other form of securities as well as any form of indemnities, to Luxembourg or foreign entities, in respect of its own obligations and debts.

The Company may also provide assistance in any form (including but not limited to the granting of advances, loans, money deposits and credits as well as the providing of pledges, guarantees, liens, mortgages and any other form of securities, in any kind of form) to the Company's subsidiaries. On a more occasional basis, the Company may provide the same kind of assistance to undertakings which are part of the same group of companies which the Company belongs to or to third parties, provided that doing so falls within the Company's best interest and does not trigger any license requirements.

In general, the Company may carry out any commercial, industrial or financial operation and engage in such other activities as the Company deems necessary, advisable, convenient, incidental to, or not inconsistent with, the accomplishment and development of the foregoing.

Notwithstanding the above, the Company shall not enter into any transaction which would cause it to be engaged in any activity which would be considered as a regulated activity or that would require the Company to have any other license.

Art. 3. Registered office. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The registered office of the Company may be transferred within the municipality of Luxembourg by decision of the board of managers.

The registered office of the Company may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by means of a resolution of an extraordinary general meeting of shareholder(s) deliberating in the manner provided by the Law.

The Company may have offices and branches (whether or not a permanent establishment) both in Luxembourg and abroad.

In the event that the board of managers should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the board of managers of the Company.

Art. 4. Duration. The Company is established for an unlimited duration.

The life of the Company does not come to an end by death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of any shareholder.

Art. 5. Capital. The capital of the Company is set at one hundred thousand euros (EUR 100,000.-) represented by one thousand 1,000) shares with a nominal value of one hundred euros (EUR 100.-) each.

The share capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholder(s) adopted in the same manner required for amendment of the Articles.

Art. 6. Shares. Each share of the Company confers an identical voting right and each shareholder has voting rights commensurate to his shareholding.

The shares are freely transferable among the shareholders.

Shares may not be transferred to non-shareholders unless shareholders representing at least three-quarter of the share capital shall have agreed thereto in a general meeting.

Furthermore it is referred to the provisions of articles 189 and 190 of the Law.

The shares are indivisible with regard to the Company, which admits only one owner per share.

The Company shall have power to redeem its own shares. Such redemption shall be carried out by a unanimous resolution of an extraordinary general meeting of the shareholder(s), representing the entirety of the subscribed capital of the Company.

Art. 7. Management. The Company is managed by one or several managers. In case of plurality of managers, the managers constitute a board of managers composed of two categories of managers (A and B).

The manager(s) need not be shareholders of the Company.

The managers shall be appointed by a resolution of the general meeting of shareholders taken by simple majority of the votes cast, or, in case of sole shareholder, by decision of the sole shareholder which determines their powers, their remuneration and the duration of their mandate. The general meeting of shareholders or the sole shareholder (as the case may be) may, at any time and ad nutum, remove and replace any manager.

All powers not expressly reserved by the Law or the Articles to the general meeting of shareholders or to the sole shareholder (as the case may be) fall within the competence of the board of managers.

Art. 8. Representation. The signature of the sole manager shall bind the Company. In the case of plurality of managers, the Company shall be bound at any time by the joint signature of a category A manager together with a category B manager or by the joint signature of two Category B managers for any engagement under an amount previously determined by the board of managers. The board of managers may from time to time sub-delegate its powers for specific tasks to one or several ad hoc agent(s) who need not be shareholder(s) or manager(s) of the Company.

The board of managers will determine the powers, duties and remuneration (if any) of its agent(s), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his/their agency.

Art. 9. Procedure. In case of plurality of managers, the board of managers shall choose from among its members a chairman. It may also choose a secretary, who need not be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

The board of managers shall meet when convened by one manager.

Notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers in advance of the time set for such meeting except in the event of emergency, the nature of which is to be set forth in the minute of the meeting.

Any such notice shall specify the time and place of the meeting and the nature of the business to be transacted.

Notice can be given to each manager orally, in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means.

The notice may be waived by the consent, in writing or by fax or any other electronic means of communication of each manager.

The meeting will be duly held without prior notice if all the managers are present or duly represented.

A majority of managers present in person, by proxy or by representative are a quorum, provided that there is one category A manager and one category B manager present.

Any manager may act at any meeting of managers by appointing in writing or by fax or any other electronic means of communication, another manager as his proxy. A manager may represent more than one manager.

Any and all managers may participate in a meeting of the board of managers by phone, videoconference, or electronic means allowing all persons participating in the meeting to hear each other at the same time. Such participation in a meeting is deemed equivalent to participation in person at a meeting of the managers.

Except as otherwise required by these Articles, decisions of the board are adopted by at least a simple majority of the managers present or represented and composed of at least one vote of each category of managers.

Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions passed at a meeting of the board of managers.

In such cases, resolutions or decisions shall be expressly taken, either formulated in writing by circular way, transmitted by ordinary mail, electronic mail or fax, or by phone, teleconferencing or and other suitable telecommunication means.

A written resolution can be documented in a single document or in several separate documents having the same content.

The deliberations of the board of managers shall be recorded in the minutes, which have to be signed by the chairman.

Art. 10. Liability of the managers. Any manager does not contract in his function any personal obligation concerning the commitments regularly taken by him in the name of the Company; as a representative of the Company he is only responsible for the execution of his mandate.

Art. 11. General meetings of shareholders. General meetings of shareholders are convened by the board of managers, failing which by shareholders representing more than half of the capital of the Company.

Written notices convening a general meeting and setting forth the agenda shall be made pursuant to the Law and shall specify the time and place of the meeting.

If all shareholders are present or represented at the general meeting and state that they have been duly informed on the agenda of the meeting, the general meeting may be held without prior notice.

Any shareholder may act at any general meeting by appointing in writing another person who need not be shareholder.

Resolutions at the meetings of shareholders are validly taken in so far as they are adopted by shareholders representing more than half of the share capital of the Company.

However, resolutions to amend the Articles shall only be taken by an extraordinary general meeting of shareholder (s) at a majority in number of shareholders representing at least three-quarters of the share capital of the Company.

A sole shareholder exercises alone the powers devolved to the meeting of shareholders by the provisions of the Law.

As a consequence thereof, the sole shareholder takes all decisions that exceed the powers of the board of managers.

Art. 12. Annual general meeting. An annual general meeting of shareholders approving the annual accounts shall be held annually, at the latest within six months after the close of the accounting year at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the notice of the meeting.

Art. 13. Financial year. The Company's financial year begins on the 1st January and closes on the 31st December of each year.

Art. 14. Annual accounts. At the end of each financial year, the board of managers will draw up the annual accounts of the Company, which will contain a record of the properties of the Company together with its debts and liabilities.

Each shareholder may inspect annual accounts at the registered office of the Company.

Art. 15. Supervision of the company. If the shareholders number exceeds twenty-five, the supervision of the Company shall be entrusted to one or more statutory auditor (commissaire aux comptes), who may or may not be shareholder (s).

Each statutory auditor shall serve for a term ending on the date of the annual general meeting of shareholders following appointment.

At the end of this period, the statutory auditor(s) can be renewed in its/their function by a new resolution of the general meeting of shareholders.

Where the thresholds of article 35 of the Law of 19 December 2002 on the register of commerce and companies and accounting and annual accounts, as amended, are met, the Company shall have its annual accounts audited by one or more qualified auditor (réviseurs d'entreprises) appointed by the general meeting of shareholders or the sole shareholder (as the case may be) amongst the members of the Institut des réviseurs d'entreprises.

Notwithstanding the thresholds above mentioned, at any time, one or more qualified auditor may be appointed by resolution of the general meeting of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be) that shall decide the terms and conditions of his/their mandate.

Art. 16. Allocation of profits. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortizations, charges and provisions represents the net profit of the Company.

Every year, five percent (5%) of the net profit will be transferred to the legal reserve. This deduction ceases to be compulsory when the legal reserve amounts to ten percent (10%) of the issued capital.

The general meeting of shareholders may decide, at the majority vote determined by the Law, that the excess be distributed to the shareholders proportionally to the shares they hold, as dividends or be carried forward or transferred to an extraordinary reserve.

Art. 17. Interim dividends. Notwithstanding the provisions of article 16 of the Articles and subject to the prior approval or ratification by the general meeting of shareholders, the board of managers may decide to pay interim dividends before the end of the current financial year, on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or the Articles.

Art. 18. Winding-up - Liquidation. The general meeting of shareholders at the majority vote determined by the Law, or the sole shareholder (as the case may be) may decide the dissolution and the liquidation of the Company as well as the terms thereof.

The liquidation will be carried out by one or more liquidators, physical or legal persons, appointed by the general meeting of shareholders or the sole shareholder (as the case may be) which will specify their powers and determine their remuneration.

When the liquidation of the Company is closed, the assets of the Company will be allocated to the shareholder(s) proportionally to the shares they hold.

Art. 19. General provision. Reference is made to the provisions of the Law for which no specific provision is made in these Articles.

Subscription - Payment

The Articles of the Company thus having been established, the one thousand (1,000) shares with a nominal value of one hundred euros (EUR 100.-) each have been subscribed by the sole shareholder, i.e. the company DOTCORP FINANCE III PRIVATE EQUITY FUND, prenamed (hereinafter referred to as the "Contributor") and represented as said before, and fully paid up:

- by an amount of one hundred thousand euros (EUR 100.000.-) in cash allocated to the share capital; evidence of the existence of such contribution has been given to the undersigned notary through a bank certificate; and,
- a share premium amounting to thirty five million nine hundred thousand euros (EUR 35,900,000.-) by the aforesaid subscriber by a contribution in kind consisting in fifty-seven thousand nine hundred and sixty (57.960) shares (the "Shares"), representing 13.78 % of the outstanding and issued share capital of the company ODYSSEY MUSIC GROUP, a Société Anonyme with a share capital of EUR 121,899.18 governed by the laws of France, established and having its registered office at 12 rue d'Athènes, F-75009 Paris (France) registered with Registre de Commerce et des Sociétés in France under number 511 716 573; this contribution has been valued at thirty five million nine hundred thousand euros (EUR 35,900,000.-)

Evidence of the existence of contribution

Evidence of the ownership and the value of such shares has been given to the undersigned notary by a copy of a recent trade register extract of both companies, their recent balance sheet and a declaration issued by the managers of each of them attesting the current number of shares, their ownership, and their true valuation in accordance with current market trends.

Effective implementation of contribution

The proxy and the certificates issued by the Contributor read that:

- it is the sole full owner of such shares and possesses the power to dispose of such right, legally and conventionally freely transferable;
- there exist no pre-emption rights nor any other rights by virtue of which any person may be entitled to demand that one or more of such right be transferred to it;
- the transfers of such shares are effective today without qualification and the agreement's deed have been already signed, proof thereof having been given to the undersigned notary;
- all further formalities shall be carried out in the respective countries, that is to say France and Luxembourg, in order to duly formalise the transfer and to render it effective anywhere and toward any third party.

87777

Declaration

The founding Shareholder declares that Contribution really exists and that its valuation equals at least the amount of one hundred thousand euros (EUR 100,000.-) for the share capital and thirty five million nine hundred thousand euros (EUR 35,900,000.-) for the share premium, i.e. an aggregate amount of thirty six million euros (EUR 36,000,000.-).

Transitory provisions

The first accounting year shall begin on the date of the incorporation of the Company and shall terminate on 31 December 2014.

Estimate

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately seven thousand euros (EUR 7,000.-).

Resolutions of the shareholders

1) The Shareholder decides to appoint the following persons as:

Category A managers for an undetermined period of time:

- Mr Steve ROSENBLUM, born in Paris (France) on 31 January 1974, professionally residing at 271 Ocean Drive 098280 Singapour;

- Mr Jean Emile ROSENBLUM, born in Paris (France), on 31 May 1978, professionally residing at 5, rue François 1^{er}, F-75008 Paris (France).

Category B managers for an undetermined period of time:

- Mr Xavier SOULARD, born in France, on the 15 August 1980, professionally residing at 24, rue Astrid, L-1143 Luxembourg;

- Mr Eric TAZZIERI, born in Belgium, on the 3 July 1976, professionally residing at 24, rue Astrid, L-1143 Luxembourg.

2) The address of the corporation is set at 10A (office n°2A), rue Henri Schnadt, L-2530 Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the person appearing, he signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le cinq mai

Par devant Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

A COMPARU

DOTCORP FINANCE III PRIVATE EQUITY FUND, une Société en Commandite par Actions, dûment établie selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 10A, rue Henri Schnadt, L-2530 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous section B numéro 134377,

dûment représentée par Sara LECOMTE, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg en vertu d'une procuration sous seing privé lui-délivrée.

La comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis du notaire instrumentaire qu'il dresse comme suit les statuts (les «Statuts») d'une société à responsabilité limitée qu'il déclare constituer comme associé ou avec toute personne ou entité qui deviendrait associé de la société par la suite:

Art. 1^{er}. Dénomination. Il est constitué par les présentes une société à responsabilité limitée sous la dénomination «DC MUSIC S.à r.l.» (la «Société»), régie par les présents Statuts et par les lois luxembourgeoises actuellement en vigueur et en particulier la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (la «Loi»), et les lois du 18 septembre 1933 et 28 décembre 1992 sur les sociétés à responsabilité limitée.

Art. 2. Objet. La Société a pour objet la prise de participations directes ou indirectes et la détention de ces participations, sous n'importe quelle forme, dans toutes entreprises luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que l'administration, la gestion et la mise en valeur de ces participations.

Ceci inclut, mais n'est pas limité à l'investissement, l'acquisition, la vente, l'octroi ou l'émission de certificats de capital préférentiels, prêts, obligations, reconnaissances de dettes et autres formes de dettes, parts sociales, bons de souscriptions et autres instruments de capital ou droits, incluant sans limitation, des parts de capital social, participations dans une association (limited partnership), participations dans une société à responsabilité limitée (limited liability company), parts préférentielles, valeurs mobilières et swaps, et toute combinaison de ce qui précède, qu'ils soient facilement réalisables

ou non, ainsi que des engagements (incluant mais non limité à des engagements relatifs à des valeurs synthétiques) de sociétés, entités ou autres personnes juridiques de tout type.

La Société peut aussi utiliser ses fonds pour investir dans l'immobilier, les droits de propriété intellectuelle ou dans tout autre actif mobilier ou immobilier de toute sorte ou toute forme.

La Société peut accorder des gages, garanties, privilèges, hypothèques et toute autre forme de sûretés ainsi que toute forme d'indemnités, à des entités luxembourgeoises ou étrangères, en relation avec ses propres obligations et dettes.

La Société peut accorder toute forme d'assistance (incluant mais non limité à l'octroi d'avances, prêts, dépôts d'argent et crédits ainsi que l'octroi de gages, garanties, privilèges, hypothèques et toute autre forme de sûretés, de toute sorte et forme) aux filiales de la Société. De manière plus occasionnelle, la Société peut accorder le même type d'assistance aux sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société ou à des tiers, sous condition que cela tombe dans l'intérêt social et sans engendrer une obligation d'une autorisation spécifique.

D'une manière générale, la Société peut effectuer toute opération commerciale, industrielle ou financière et s'engager dans toute autre activité qu'elle jugera nécessaire, conseillée, appropriée, incidente à ou non contradictoire avec l'accomplissement et le développement de ce qui précède.

Nonobstant ce qui précède, la Société ne s'engagera dans aucune transaction qui entraînerait son engagement dans une quelconque activité qui serait considérée comme une activité réglementée ou qui requerrait de la Société la possession de toute autre autorisation spécifique.

Art. 3. Siège social. Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Il pourra être transféré en tout autre lieu de la commune de Luxembourg par décision du conseil de gérance.

Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger par décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés prise dans les conditions requises par les Statuts.

La Société pourra ouvrir des bureaux ou des succursales (permanents ou non) au Luxembourg et à l'étranger.

Au cas où le conseil de gérance estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social, ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger, se sont produits ou sont imminents, elle pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise. Pareille mesure temporaire sera prise et portée à la connaissance des tiers par le conseil de gérance de la Société.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

Art. 5. Capital. Le capital social est fixé à cent mille euros (EUR 100.000,-), représenté par mille (1.000) parts sociales d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune.

Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des associés adoptée dans les conditions requises pour la modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales. Chaque part sociale confère un droit de vote identique et chaque associé dispose de droits de vote proportionnels à sa participation au capital social.

Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Aucune cession de parts sociales entre vifs à un tiers non-associé ne peut être effectuée sans l'agrément donné par les associés représentant au moins les trois quarts du capital social réunis en assemblée générale.

Pour le surplus, les dispositions des articles 189 et 190 de la loi coordonnée sur les sociétés commerciales s'appliqueront.

Les parts sont indivisibles à l'égard de la Société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elle.

La Société pourra procéder au rachat de ses propres parts sociales.

Un tel rachat ne pourra être décidé que par une résolution unanime de l'assemblée générale extraordinaire des associés représentant la totalité du capital souscrit de la Société.

Art. 7. Gérance. La société sera gérée par au moins un gérant. Dans le cas où plus d'un gérant serait nommé, les gérants formeront un conseil de gérance composé au moins d'un gérant de catégorie A et d'un gérant de catégorie B.

Les gérants peuvent ne pas être associés.

Les gérants sont désignés par décision de l'assemblée générale des associés délibérant à la majorité simple des voix, ou le cas échéant, par décision de l'associé unique qui détermine l'étendue de leurs pouvoirs, leur rémunération et la durée de leur mandat. L'assemblée générale des associés ou le cas échéant, l'associé unique, pourra à tout moment, et ad nutum révoquer et remplacer tout gérant.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés ou le cas échéant à l'associé unique, par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du conseil de gérance.

Art. 8. Représentation. Dans le cas d'un gérant unique, la seule signature de ce gérant liera la Société. Dans le cas de pluralité de gérants, la Société sera engagée par la signature collective d'un gérant de catégorie A et un gérant de catégorie B ou par la signature conjointe de deux gérants de catégorie B pour tout engagement inférieur à un montant préalablement déterminé par le conseil de gérance.

Le conseil de gérance peut ponctuellement subdéléguer ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc, lequel peut ne pas être associé(s) ou gérant(s) de la Société.

Le conseil de gérance détermine les responsabilités et la rémunération (s'il y a lieu) de ce(s) agent(s), la durée de son/leurs mandat(s) ainsi que toutes autres conditions de son/leurs mandat(s).

Art. 9. Procédure. En cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance choisit parmi ses membres un président. Il peut également choisir un secrétaire, lequel n'est pas nécessairement gérant, qui est responsable de la rédaction du procès-verbal de réunion du conseil de gérance ou pour d'autres fins telles que spécifiées par le conseil de gérance.

Le conseil de gérance se réunit sur convocation de l'un d'entre eux.

Une convocation à une réunion du conseil de gérance devra être adressée à chacun des gérants avant la date fixée pour cette réunion, sauf urgence, dont la nature devra alors figurer dans le procès-verbal de réunion.

Toute convocation devra spécifier l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion.

Convocation peut être adressée à chaque gérant oralement, par écrit, télécopie ou tout autre moyen électronique de communication approprié.

Il peut être renoncé à la convocation par consentement écrit, par télécopie ou tout autre moyen électronique de communication approprié de chaque gérant.

La réunion est valablement tenue sans convocation préalable si tous les gérants sont présents ou dûment représentés.

Deux gérants présents en personne, par procuration ou par mandataire forment le quorum, avec au moins un gérant de catégorie A et un gérant de catégorie B.

Chaque gérant peut prendre part aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit un autre gérant pour le représenter. Un gérant peut représenter plus d'un gérant.

Tout gérant peut assister à une réunion du conseil de gérance par téléphone, vidéoconférence, ou tout autre moyen de télécommunication approprié permettant à toutes les personnes participant à la réunion de s'entendre en même temps. Une telle participation à une réunion est réputée équivalente à une participation en personne à une réunion des gérants.

Sauf dispositions contraires des Statuts, les décisions du conseil de gérance sont adoptées par majorité simple des gérants, présents ou représentés composée au moins par une voie de chaque catégorie de gérants.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produit effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil de gérance.

Dans ce cas, les résolutions ou décisions sont expressément prises, soit formulées par écrit par voie circulaire, par courrier ordinaire, électronique ou télécopie, soit par téléphone, téléconférence ou autre moyen de télécommunication approprié.

Une résolution écrite peut être documentée par un seul document ou par plusieurs documents séparés ayant le même contenu.

Les délibérations du conseil de gérance sont transcrites par un procès-verbal, qui est signé par le président.

Art. 10. Responsabilité des gérants. Un gérant ne contracte en raison de ses fonctions, aucune obligation personnelle quant aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société; simple mandataire de la Société, il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

Art. 11. Assemblées générales des associés. Les assemblées générales des associés sont convoquées par le conseil de gérance ou, à défaut, par des associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société.

Une convocation écrite à une assemblée générale indiquant l'ordre du jour est faite conformément à la Loi et est adressée à chaque associé. Toutes les convocations doivent spécifier la date et le lieu de l'assemblée.

Si tous les associés sont présents ou représentés à l'assemblée générale et indiquent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée générale peut se tenir sans convocation préalable.

Tout associé peut se faire représenter à toute assemblée générale en désignant par écrit un tiers qui peut ne pas être associé.

Les résolutions ne sont valablement adoptées en assemblées générales que pour autant qu'elles soient prises par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des Statuts ne pourront être prises qu'à la majorité des associés représentant au moins trois quarts du capital social.

Un associé unique exerce seul les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés par les dispositions de la Loi.

En conséquence, l'associé unique prend toutes les décisions excédant les pouvoirs du conseil de gérance.

Art. 12. Assemblée générale annuelle. Une assemblée générale des associés se réunira annuellement pour l'approbation des comptes annuels, au plus tard dans les six mois de la clôture de l'exercice social, au siège de la Société ou en tout autre lieu à spécifier dans la convocation de cette assemblée.

Art. 13. Exercice social. L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Art. 14. Comptes annuels. A la clôture de chaque exercice social, le conseil de gérance établira les comptes annuels qui contiendront l'inventaire des avoirs de la Société et de toutes ses dettes actives et passives.

Tout associé peut prendre communication au siège social de la Société de l'inventaire, du bilan et du compte de profits et pertes.

Art. 15. Surveillance de la société. Si le nombre des associés excède vingt-cinq, la surveillance de la société sera confiée à un ou plusieurs commissaire(s), qui peut ne pas être associé.

Chaque commissaire sera nommé pour une période expirant à la date de l'assemblée générale des associés suivant sa nomination.

A l'expiration de cette période, le(s) commissaire(s) pourra/pourront être renouvelé(s) dans ses/leurs fonction(s) par une nouvelle décision de l'assemblée générale des associés.

Lorsque les seuils fixés par l'article 35 de la loi de 19 Décembre 2002 sur le registre de commerce et des sociétés, ainsi que la comptabilité et les comptes annuels, telle que modifiée, seront atteints, la Société confiera le contrôle de ses comptes à un ou plusieurs réviseur(s) d'entreprises désigné(s) par résolution de l'assemblée générale des associés ou le cas échéant par l'associé unique, parmi les membres de l'Institut des réviseurs d'entreprises.

Nonobstant les seuils ci-dessus mentionnés, à tout moment, un ou plusieurs réviseurs peuvent être nommés par résolution de l'assemblée générale des associés ou le cas échéant de l'associé unique, qui décide des termes et conditions de son/leurs mandat(s).

Art. 16. Répartition des bénéfices. L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges, amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent (5%) du bénéfice net seront affectés à la réserve légale.

Ces prélèvements cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve légale aura atteint dix pour cent (10%) du capital social.

L'assemblée générale des associés peut décider, à la majorité des voix telle que définie par la Loi, de distribuer au titre de dividendes le solde du bénéfice net entre les associés proportionnellement à leurs parts sociales, ou de l'affecter au compte report à nouveau ou à un compte de réserve spéciale.

Art. 17. Dividende intérimaire. Nonobstant les dispositions de l'article seize des Statuts, et sous réserve d'une approbation préalable ou ratification de l'assemblée générale des associés, le conseil de gérance peut décider de payer des acomptes sur dividendes en cours d'exercice social sur base d'un état comptable duquel il devra ressortir que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice social, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à porter en réserve en vertu d'une obligation légale ou statutaire.

Art. 18. Dissolution - Liquidation. L'assemblée générale des associés, statuant à la majorité des voix telle que fixée par la Loi, ou le cas échéant l'associé unique peut décider la dissolution ou la liquidation de la Société ainsi que les termes et conditions de celle-ci.

La liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale des associés ou l'associé unique, le cas échéant, qui détermine leurs pouvoirs et rémunérations.

La liquidation terminée, les avoirs de la Société seront attribués aux associés proportionnellement à leur participation.

Art. 19. Disposition générale. Il est renvoyé aux dispositions de la Loi pour l'ensemble des points au regard desquels les présents statuts ne contiennent aucune disposition spécifique.

Souscription - Libération

Les Statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, les mille (1.000) parts sociales d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune ont été souscrites par l'associé unique, la société DOTCORP FINANCE III PRIVATE EQUITY FUND, prédésignée et représentée comme dit ci-avant (ci-après l'«Apporteur»), et libérées entièrement moyennant le paiement:

- du capital par un versement en numéraire d'un montant de cent mille euros (EUR 100.000,-); preuve de cet apport ayant été justifié au notaire instrumentant par la production d'un certificat bancaire; et,

- de la prime d'émission d'un montant de trente-cinq millions neuf cents mille euros (EUR 35.900.000,-) par la souscriptrice prédite, par un apport en nature de cinquante-sept mille neuf cent soixante (57.960) actions d'une valeur nominale de vingt-neuf centimes d'euros (EUR 0,29) chacune (les «actions»), représentant 13,78% du capital social de la société ODYSSEY MUSIC GROUP, une Société Anonyme au capital de EUR 121.899,18 régie par les lois de France établie et ayant son siège social au 12, rue d'Athènes, F-75009 Paris (France) immatriculée au Registre de Commerce et des

Sociétés de Paris sous le numéro 511 716 573; cet apport étant évalué à trente-cinq millions neuf cent mille euros (EUR 35.900.000,-).

Preuve de l'existence de l'apport

Preuve de la propriété et de la valeur de ces actions a été donnée au notaire instrumentant par la copie d'un extrait récent du registre de commerce des sociétés concernées, leur bilan récent et une déclaration émise par les gérants de chacune d'entre elles attestant le nombre actuel d'actions, leur appartenance et leur valeur réelle conformément aux tendances actuelles du marché.

Réalisation effective de l'apport

Il résulte de la procuration et du certificat émis par l'apporteur qu'/que:

- il est le seul plein propriétaire de ces actions et possédant les pouvoirs d'en disposer, celles-ci étant légalement et conventionnellement librement transmissibles;
- il n'existe aucun droit de préemption ou d'autre droits en vertu desquels une personne pourrait avoir des droits sur cet apport;
- les transferts de ces apports sont effectivement réalisés sans réserves aujourd'hui et les conventions de cessions ont été déjà signées, preuve en ayant été apportée au notaire soussigné;
- toutes autres formalités seront réalisées dans les Etats respectifs, à savoir le Luxembourg et en France, aux fins d'effectuer la cession et de la rendre effective partout et vis-à-vis de toutes tierces parties.

Déclaration

L'Associé-fondateur déclare que l'Apport existe réellement et que sa valeur est au moins égale au montant du capital social, soit cent mille euros (EUR 100.000,-) et de la prime d'émission de trente-cinq millions neuf cent mille euros (EUR 35.900.000,-); soit un montant total de trente-six millions d'euros (EUR 36.000.000,-).

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commencera le jour de la constitution et se terminera le 31 décembre 2014.

Frais

Le comparant a évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution à environ sept mille euros (EUR 7.000,-).

Décisions des associés

1) L'Associé-Unique décide de nommer les personnes suivantes en tant que:

Gérants de Catégorie A de la Société pour une durée indéterminée:

- Monsieur Steve ROSENBLUM, né à Paris (France), le 31 janvier 1974, avec adresse professionnelle au 271 Ocean Drive 098280 Singapour;
- Monsieur Jean-Emile ROSENBLUM, né à Paris (France), le 31 mai 1978, avec adresse professionnelle au 5, rue François 1^{er}, F-75008 Paris (France).

Gérants de Catégorie B de la Société pour une durée indéterminée:

- Monsieur Xavier SOULARD, né en France le 15 août 1980, avec adresse professionnelle au 24, rue Astrid, L-1143 Luxembourg;
- Monsieur Eric TAZZIERI, né en Belgique le 3 juillet 1976, avec adresse professionnelle au 24, rue Astrid, L-1143 Luxembourg.

2) L'adresse du siège social de la Société est fixée au 10A (office n° 2A), rue Henri Schnadt, L-2530 Luxembourg.

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que les comparants l'ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire du comparant, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: S. LECOMTE, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils le 7 mai 2014. Relation: LAC/2014/21099. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): C. FRISING.

Référence de publication: 2014066514/483.

(140078194) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2014.

Victorex, Société Anonyme.

Siège social: L-9570 Wiltz, 30, rue des Tondeurs.

R.C.S. Luxembourg B 105.991.

L'an deux mil quatorze, le trois avril.

Par devant Maître Joëlle SCHWACHTGEN, notaire de résidence à Wiltz.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme VICTOREX S.A., avec siège social à L-9570 Wiltz, 30, rue des Tondeurs, constituée suivant acte reçu par Me Anja HOLTZ, notaire alors de résidence à Wiltz, en date du 28 janvier 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations n° 548 en date du 8 juin 2005.

Les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois suivant acte reçu par le même notaire en date du 20 avril 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations n° 1755 en date 12 juillet 2012,

inscrite au registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 105.991,

L'assemblée est ouverte à dix heures sous la présidence de Madame Christine TORFS, demeurant à L-9740 Boevange, Maison 97

qui est également scrutateur de la présente assemblée

qui désigne comme secrétaire Monsieur Charles MEGANK, demeurant à L-9740 Boevange, Maison 97

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

Ordre du jour

1) Non-reconduction de Monsieur Olivier Vandersmissen en tant qu'administrateur et d'administrateur-délégué de la société.

2) Nomination de Madame Christine Torfs aux fonctions d'administrateur et d'administrateur-délégué pour un terme de 6 ans.

3) Confirmation de Monsieur Denis Vandersmissen au poste d'administrateur pour un nouveau terme de 6 ans.

4) Nomination de Monsieur Ezio Cardelli au poste d'administrateur pour un terme de 6 ans.

5) Acceptation de la démission de Madame Christine Torfs de son poste de commissaire aux comptes.

- Décharge.

6) Nomination d'un nouveau commissaire aux comptes pour un terme de 6 ans.

7) Divers.

II. Que la présente assemblée a été régulièrement convoquée par lettres recommandées en date du 20 mars 2014.

Les récépissés des lettres recommandées ont été déposés au bureau de l'assemblée.

Une première assemblée avait été convoquée pour le 31 octobre 2013. Cette assemblée n'a finalement pas pu se tenir.

III. Les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée «ne varietur» par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes, avec lesquelles elle sera enregistrée.

IV. Que la présente assemblée, réunissant 2.768 actions sur les 2.818, soit 98,22 %, est constituée régulièrement et peut valablement délibérer, telle qu'elle est constituée, sur les points de l'ordre du jour.

Ces faits étant reconnus exacts par l'assemblée, le Président expose les raisons qui ont amené le conseil d'administration à proposer les points figurant à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée des actionnaires décide de ne pas reconduire Monsieur Olivier Vandersmissen en tant qu'administrateur et d'administrateur-délégué de la société.

Deuxième résolution

L'assemblée des actionnaires décide de nommer Madame Christine Torfs, née le 24 janvier 1948 à Uccle, Belgique, demeurant à L-9740 Boevange, Maison 97, aux fonctions d'administrateur.

Elle décide de même de nommer Madame Christine Torfs préqualifiée, aux fonctions d'administrateur-délégué.

Les mandats d'administrateur et d'administrateur-délégué se termineront lors de l'assemblée statuant sur les comptes de 2019.

Troisième résolution

L'assemblée des actionnaires décide de confirmer Monsieur Denis Vandersmissen, né le 4 août 1976 à Sint-Amandsberg, Belgique, demeurant à B-9090 Melle, 505, Brusselsesteenweg au poste d'administrateur.
pour un nouveau terme se terminant lors de l'assemblée statuant sur les comptes de 2019.

Quatrième résolution

L'assemblée des actionnaires décide de nommer Monsieur Ezio Cardelli, né le 11 avril 1946 à Corropoli, Italie, demeurant à B-6200 Châtelineau, rue de Soleilmont, 14 au poste d'administrateur.
Son mandat se terminera lors de l'assemblée statuant sur les comptes de 2019.

Cinquième résolution

L'assemblée des actionnaires décide d'accepter la démission de Madame Christine Torfs, préqualifiée, de son poste de commissaire aux comptes.

Par vote spécial, elle lui donne décharge pour son mandat jusqu'à ce jour.

Sixième résolution

L'assemblée des actionnaires décide d'accepter la démission de Monsieur Charles MEGANK, né le 13 mars 1944 à Ixelles, Belgique, demeurant à L-9740 Boevange, Maison 97, de son poste d'administrateur.

Par vote spécial, elle lui donne décharge pour son mandat jusqu'à ce jour.

L'assemblée des actionnaires décide de nommer comme nouveau commissaire aux comptes Monsieur Charles MEGANK, né le 13 mars 1944 à Ixelles, Belgique, demeurant à L-9740 Boevange, Maison 97.

Son mandat se terminera lors de l'assemblée statuant sur les comptes de 2019.

Septième résolution

Suite à un changement légal, l'assemblée décide de supprimer le deuxième alinéa de l'article 11 des statuts.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la présente assemblée a été clôturée à dix heures trente.

Frais

Le montant des dépens, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte s'élèvent approximativement à mille trois cents euros (EUR 1.300,-).

DONT ACTE, fait et passé à Wiltz, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants connus du notaire instrumentant par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: TORFS, MEGANK, Joëlle SCHWACHTGEN.

Enregistré à Wiltz, le 07 avril 2014. Relation: WIL/2014/247. Reçu soixante-quinze euros (75 €).

Le Receveur (signé): Pletschette.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société pour servir à des fins administratives.

Wiltz, le 14 avril 2014.

Référence de publication: 2014065377/87.

(140076084) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2014.

QX Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 10.483,00.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 62, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 169.714.

Il résulte d'une lettre recommandée de Monsieur Thierry KOHNEN datée du 9 mai 2014 adressée au Conseil d'Administration et aux Actionnaires de la société QX HOLDING S.à r.l. que Monsieur Thierry KOHNEN ayant son adresse professionnelle au 62, Avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, démissionne de son poste de Gérant de catégorie B de la société, et ceci avec effet immédiat.

Luxembourg, le 9 mai 2014.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2014066060/15.

(140077180) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2014.

Neodesign S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4880 Lamadelaine, 14, rue des Prés.

R.C.S. Luxembourg B 168.158.

—
Cession de parts

Suite à des cessions de parts sociales sous seing privé, en date du 09 mai 2014, la répartition des parts sociales de la société est désormais la suivante:

- Monsieur Jeannot FISCHER	25 parts
- Monsieur Julien KLEIN	25 parts
- Europumps S.A., ayant son siège social à L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 79 065	50 parts
- Total	100 parts

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2014065998/16.

(140076481) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2014.

Fondation Autisme-Luxembourg, Fondation.

Siège social: L-9766 Munshausen, 31, Duerefstrooss.

R.C.S. Luxembourg G 167.

L'an deux mille quatorze,

le vingt-six mars.

Par-devant Nous Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM, Grand-Duché de Luxembourg,

se sont réunis

les membres actuellement en fonction du conseil d'administration de la «FONDATION AUTISME LUXEMBOURG», établie et ayant actuellement son siège social au 52, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg, constituée suivant acte reçu par Maître Frank MOLITOR, notaire, alors de résidence à Mondorf-les-Bains, en date du 21 mars 1994, et dont les statuts ont été complètement refondus suivant acte reçu par le prédit notaire en date du 18 juin 1996, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») numéro 23 du 22 janvier 1997.

Les statuts ont été modifiés une dernière fois suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 28 septembre 1999, lequel acte fut publié au Mémorial le 18 février 2000 sous le numéro 155.

La Fondation est inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section G sous le numéro 167.

La réunion est ouverte sous la présidence de Monsieur Claude SCHMIT, professeur-ingénieur, demeurant à Ettelbruck.

Les fonctions de secrétaire sont assumées par Monsieur Claude WIRION, fonctionnaire d'Etat, demeurant à Luxembourg.

Les administrateurs présents ou représentés (étant entendu qu'un administrateur présent ne peut représenter plus de deux de ses collègues absents) à la présente réunion sont renseignés sur une liste de présence, signée par les administrateurs présents, et à laquelle liste de présence les membres de ladite réunion déclarent se référer.

Ladite liste de présence, après avoir été signée «ne varietur» par le président, le secrétaire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Resteront pareillement annexées au présent procès-verbal, avec lequel elles seront enregistrées, les procurations émanant des administrateurs représentés à la présente réunion, signées «ne varietur» par le président, le secrétaire et le notaire instrumentant.

Le Président du conseil d'administration expose et les membres présents constatent:

A) Que la présente réunion a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1.- Transfert du siège social statutaire et administratif de la Fondation de L-2134 Luxembourg, 52, rue Charles Martel à L-9766 Munshausen/Clervaux, 31, Duerefstrooss et modification afférente de l'article premier (1^{er}) des statuts, pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 1^{er}** . La Fondation existe sous la dénomination de «FONDATION AUTISME LUXEMBOURG».

Son siège social est établi à Munshausen, commune de Clervaux, Grand-Duché de Luxembourg.»

2.- Décision de porter le nombre maximum des membres devant composer le conseil d'administration de la Fondation de vingt-cinq (25) à trente (30) au plus et modification afférente de l'article cinq (5) des statuts pour lui donner désormais la teneur suivante:

« **Art. 5.** La fondation est administrée par un Conseil d'Administration composé de sept (7) membres au moins et de trente (30) membres au plus. Les membres du Conseil d'Administration sont cooptés à la majorité simple des voix des membres présents ou représentés.

Leurs fonctions sont purement honorifiques.

Au moins deux tiers (2/3) des administrateurs sont des parents de personnes avec autisme ou des personnes avec autisme. Un seul membre par famille (jusqu'au deuxième degré) sera admis. Dans la mesure du possible, au minimum une personne atteinte d'autisme sera membre du Conseil d'Administration.

La durée du mandat des administrateurs est de six (6) ans. Le Conseil d'Administration se renouvellera par moitié tous les trois (3) ans. Le mandat des administrateurs est renouvelable. En cas de vacance d'un siège au cours d'un mandat, il pourra être pourvu au remplacement par les soins des administrateurs demeurés en fonction. Le ou les administrateurs ainsi nommés achèvent le mandat de celui ou ceux qu'ils remplacent.

Le Conseil d'Administration élit parmi ses membres un président, un vice-président, un secrétaire et un trésorier.»

3.- Modification de l'article onze (11) des statuts de la Fondation, afin de donner à la Fondation la possibilité d'avoir un ou plusieurs réviseurs d'entreprises qui disposeront de tous droits de surveillance et de contrôle sur les opérations financières de la Fondation.

Le nouveau texte de l'article onze (11) des statuts de la Fondation sera donc le suivant:

Art. 11. «L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

La gestion financière fera l'objet d'une comptabilité régulière.

Dans les deux (2) mois qui suivent la clôture de l'exercice, le Conseil d'Administration établit les comptes de l'exercice clos et le budget de l'exercice subséquent.

Lesdits comptes et budget seront communiqués au Ministre de la Justice et publiés au Mémorial dans les deux (2) mois de la clôture de l'exercice.

Le conseil d'administration désigne un ou plusieurs commissaires aux comptes et/ou réviseurs d'entreprises disposant de tous droits de surveillance et de contrôle sur les opérations de la Fondation. Il fixe la durée du mandat du ou des commissaires et/ou réviseurs d'entreprises qui est renouvelable.»

B) Que les membres présents ou représentés à la présente réunion, ont été convoqués par des avis de convocation contenant l'ordre du jour, leur adressés par lettres recommandées en date du 03 mars 2014.

Les récépissés afférents sont déposés sur le bureau afin d'inspection.

C) Que la présente réunion du conseil d'administration rassemblant les administrateurs présents ou représentés sur le quorum de trois quarts (3/4) des membres exigé par l'article douze (12) des statuts est atteint de sorte que la réunion est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur tous les objets portés à l'ordre du jour.

Ensuite les membres présents abordent l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, adoptent à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

Il est décidé de transférer le siège social statutaire et administratif de la Fondation du L-2134 Luxembourg, 52, rue Charles Martel vers L-9766 Munshausen, 31, Duerefstrooss (commune de Clervaux) et de modifier en conséquence l'article premier (1^{er}) des statuts de la Fondation, pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 1^{er}.** La Fondation existe sous la dénomination de «FONDATION AUTISME LUXEMBOURG».

Son siège social est établi à Munshausen, commune de Clervaux, Grand-Duché de Luxembourg.»

Deuxième résolution

Il est décidé de porter le nombre maximum des membres devant composer le conseil d'administration de la Fondation de vingt-cinq (25) à trente (30) au plus et de modifier en conséquence l'article cinq (5) des statuts pour lui donner désormais la teneur suivante:

« **Art. 5.** La fondation est administrée par un Conseil d'Administration composé de sept (7) membres au moins et de trente (30) membres au plus. Les membres du Conseil d'Administration sont cooptés à la majorité simple des voix des membres présents ou représentés.

Leurs fonctions sont purement honorifiques.

Au moins deux tiers (2/3) des administrateurs sont des parents de personnes avec autisme ou des personnes avec autisme. Un seul membre par famille (jusqu'au deuxième degré) sera admis. Dans la mesure du possible, au minimum une personne atteinte d'autisme sera membre du Conseil d'Administration.

La durée du mandat des administrateurs est de six (6) ans. Le Conseil d'Administration se renouvellera par moitié tous les trois (3) ans. Le mandat des administrateurs est renouvelable. En cas de vacance d'un siège au cours d'un mandat,

il pourra être pourvu au remplacement par les soins des administrateurs demeurés en fonction. Le ou les administrateurs ainsi nommés achèvent le mandat de celui ou ceux qu'ils remplacent.

Le Conseil d'Administration élit parmi ses membres un président, un vice-président, un secrétaire et un trésorier.»

Troisième résolution

Il est décidé de modifier l'actuel article onze (11) des statuts de la Fondation afin de donner à la Fondation la possibilité d'avoir un ou plusieurs réviseurs d'entreprises qui disposeront de tous droits de surveillance et de contrôle sur les opérations financières de la Fondation.

A ces fins il est décidé que le nouveau texte de l'article onze (11) des statuts de la Fondation sera le suivant:

Art. 11. «L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

La gestion financière fera l'objet d'une comptabilité régulière.

Dans les deux (2) mois qui suivent la clôture de l'exercice, le Conseil d'Administration établit les comptes de l'exercice clos et le budget de l'exercice subséquent.

Lesdits comptes et budget seront communiqués au Ministre de la Justice et publiés au Mémorial dans les deux (2) mois de la clôture de l'exercice.

Le conseil d'administration désigne un ou plusieurs commissaires aux comptes et/ou réviseurs d'entreprises disposant de tous droits de surveillance et de contrôle sur les opérations de la Fondation. Il fixe la durée du mandat du ou des commissaires et/ou réviseurs d'entreprises qui est renouvelable.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont procès-verbal, passé à Beringen/Mersch, Grand-Duché de Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture et interprétation donnée par le notaire, les comparants prémentionnés ont signé avec Nous le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: C. SCHMIT, C. WIRION, J.-J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 31 mars 2014. Relation: EAC/2014/4509. Reçu douze euros (12.- EUR).

Le Releveur ff. (signé): M. HALSDORF.

Approbation

La modification des statuts de la fondation dénommée «FONDATION AUTISME LUXEMBOURG» a été approuvée par arrêté grand-ducal du 28 avril 2014.

Référence de publication: 2014065784/122.

(140076696) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2014.

Wizzer S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7307 Steinsel, 50, rue Basse.

R.C.S. Luxembourg B 181.929.

L'an deux mil quatorze, le dix-sept mars.

Par-devant, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «Wizzer S.A.», dont le siège social est établi à L-7307 Steinsel, 50, rue Basse,

constituée par acte de Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster en date du 21 novembre 2013, publié au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations numéro 65 du 8 janvier 2014, dont les statuts n'ont pas été modifiés depuis.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de M. Franck Brunel, demeurant professionnellement à Ixelles (B), qui désigne comme secrétaire Mme Stéphanie Weisse, demeurant professionnellement à Steinsel.

L'assemblée choisit comme scrutateur M. William Hopkins, demeurant professionnellement à Ixelles (B).

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

Ordre du Jour:

1. Augmentation du capital social à concurrence de cent cinquante mille euros (€ 150.000), pour le porter de son montant actuel de cent soixante-six mille cinq cents euros (€ 166.500) à trois cent seize mille cinq cents euros (€ 316.500), par l'émission de quinze mille (15.000) actions nouvelles d'une valeur nominale de dix euros (€ 10) chacune,

à souscrire par les actuels actionnaires dans les proportions suivantes, savoir:

- William HOPKINS, à raison de 500.- actions;
- Ghazal Brunel, à raison de 6.750.- actions;
- Franck BRUNEL, à raison de 6.750.- actions;
- Eric GUERIN, à raison de 1.000.- actions;

et à libérer intégralement par ces derniers par un versement en espèces.

2. Modification subséquente de l'article 5.1 des statuts comme suit:

« **Art. 5.1.** Le capital souscrit est fixé à EUR 316.500 (trois cent seize mille cinq cents Euros), représenté par 31.650 (trente-et-un mille six cent cinquante) actions d'une valeur nominale de EUR 10 (dix Euros) chacune.

Toutes les actions sont au porteur ou nominatives ou choix de l'actionnaire.

La société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par la loi, racheter ses propres actions.

Le capital souscrit de la société peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

3.- Modification de l'adresse d'un actuel administrateur.

4. Divers

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée «ne varietur» par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant.

III.- Il résulte de la susdite liste de présence que tous les actionnaires sont personnellement présents à la présente assemblée, cette dernière réunissant 100% du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes, chaque résolution étant prise séparément:

Première résolution

L'assemblée générale décide d'augmenter le capital social à concurrence de cent cinquante mille euros (€ 150.000), pour le porter de son montant actuel de cent soixante-six mille cinq cents euros (€ 166.500) à trois cent seize mille cinq cents euros (€ 316.500),

par l'émission de quinze mille (15.000) actions nouvelles d'une valeur nominale de dix euros (€ 10) chacune,

toutes souscrites par les actuels actionnaires dans les proportions suivantes, savoir:

- William HOPKINS, à raison de 500.- actions;
- Ghazal Brunel, à raison de 6.750.- actions;
- Franck BRUNEL, à raison de 6.750.- actions;
- Eric GUERIN, à raison de 1.000.- actions;

tous présents à la présente assemblée et ayant renoncé expressément à participer à la susdite augmentation de capital au prorata de leur participation actuelle,

Toutes les 15.000 actions nouvelles ont été libérées intégralement par un versement en espèces d'un montant total de EUR 150.000 (cent cinquante mille Euros).

Ce montant total est à la disposition de la société ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant au moyen d'un certificat bancaire.

L'assemblée réunissant l'intégralité du capital social de la société, accepte, à l'unanimité, la souscription des 15.000 (quinze mille) actions nouvelles comme dit ci-avant.

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide, suite à la résolution qui précède, de modifier l'article 5.1 des statuts pour lui donner la teneur nouvelle suivante:

« **Art. 5.1.** Le capital souscrit est fixé à EUR 316.500 (trois cent seize mille cinq cents Euros), représenté par 31.650 (trente-et-un mille six cent cinquante) actions d'une valeur nominale de EUR 10 (dix Euros) chacune.

Toutes les actions sont au porteur ou nominatives ou choix de l'actionnaire.

La société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par la loi, racheter ses propres actions.

Le capital souscrit de la société peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts..»

Troisième résolution

L'assemblée générale constate que l'adresse d'un des administrateurs a changé.

Il y a lieu d'indiquer à partir des présentes pour Mme Stéphanie WEISSE l'adresse suivante, savoir: 50, rue Basse à L-7307 Steinsel.

N'ayant plus rien à l'ordre du jour, l'assemblée est clôturée.

Déclaration - Évaluation des Frais

Le notaire soussigné déclare conformément aux dispositions de l'article 32-1 de la loi coordonnée sur les sociétés que les conditions requises pour l'augmentation de capital, telles que contenues à l'article 26, ont été remplies.

Le montant des frais, coûts, honoraires et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société, suite au présent acte, est estimé à EUR 1.500.

Clôture

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, et plus personne ne demandant la parole, le président lève la séance.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants et aux actionnaires présents à l'acte, tous connus du notaire instrumentant par noms, prénoms usuels, états et demeures, les comparants ont signé avec Nous, notaire le présent acte.

Signé: F. Brunel, S. Weisse, W. Hopkins et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 24 mars 2014. LAC/2014/13421. Reçu soixante-quinze euros (75.- €).

Le Receveur (signé): Irène Thill.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 mai 2014.

Référence de publication: 2014065385/101.

(140076025) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2014.

C.R.B. S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 44.445.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

L'an deux mille quatorze

Le onze avril.

Par-devant Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme - société de gestion de patrimoine familial C.R.B. S.A., SPF, avec siège social à L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur

inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg section B numéro 44.445,

constituée aux termes d'un acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 09 juillet 1993, publié au Mémorial C numéro 446 du 29 septembre 199

dont les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et en dernier lieu aux termes d'un acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 08 décembre 2009, publié au Mémorial C 218 du 02 février 2010.

La société a été mise en liquidation aux termes d'un acte reçu par le notaire instrumentant en date du 27 mars 2014, en voie de publication au Mémorial C.

La séance est ouverte à 14.00 heures sous la présidence de Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employée privée, avec adresse professionnelle à Esch/Alzette.

Madame la Présidente désigne comme secrétaire Madame Maria SANTIAGO-DE SOUSA, employée privée, avec adresse professionnelle à Esch/Alzette.

L'assemblée appelle aux fonctions de scrutateur Mademoiselle Claudia ROUCKERT, employée privée, avec adresse professionnelle à Esch/Alzette.

Madame la Présidente expose ensuite:

1.- Qu'il résulte d'une liste de présence, dressée et certifiée exacte par les membres du bureau que les CINQ MILLE CENT (5.100) ACTIONS d'une valeur nominale de CENT CINQUANTE-DEUX EUROS ET CINQUANTE CENTS (EUR 152,50) chacune, représentant l'intégralité du capital social de SEPT CENT SOIXANTE-DIX-SEPT MILLE SEPT CENT

CINQUANTE EUROS (EUR 777.750,-), sont dûment représentées à la présente assemblée, qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour, ci-après reproduit, sans convocations préalables, tous les membres de l'assemblée ayant consenti à se réunir sans autres formalités, après avoir eu connaissance de l'ordre du jour.

Ladite liste de présence dûment signée, restera annexée au présent procès-verbal, pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

2. Que l'assemblée générale extraordinaire du 08 avril 2014, après avoir entendu le rapport du liquidateur, a nommé commissaire à la liquidation:

La société EURAUDIT S. à r.l., avec siège social à L-2120 Luxembourg, 16, Allée Marconi, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg section B numéro 42.889 et a fixé à ces jour, heure et lieu la présente assemblée.

3. Madame la présidente expose que l'ordre du jour est le suivant:

- 1) Rapport du Commissaire-vérificateur,
- 2) Décharge au liquidateur et au commissaire à la liquidation,
- 3) Clôture de la liquidation,
- 4) Désignation de l'endroit où seront déposés les livres et documents sociaux.
- 5) Divers

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

I. Rapport du commissaire a la liquidation

L'assemblée prend connaissance du rapport du commissaire à la liquidation.

Lecture est donnée du rapport du commissaire-vérificateur.

Ce rapport conclut à l'adoption des comptes de liquidation et restera annexé aux présentes.

II. Décharge au liquidateur et au commissaire a la liquidation

Adoptant les conclusions de ce rapport, l'assemblée approuve les comptes de liquidation et donne décharge pleine et entière, sans réserve ni restriction à la société FIDESCO S.A., établie et ayant son siège social à L-2120 Luxembourg, 16, Allée Marconi, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 68.578, de sa gestion de liquidateur de la société ainsi qu'au commissaire à la liquidation, la société EURAUDIT S. à r.l., préqualifiée.

III. Clôture de liquidation

L'assemblée prononce la clôture de la liquidation et constate que la société anonyme C.R.B. S.A., SPF ayant son siège social à Luxembourg, a définitivement cessé d'exister.

L'assemblée décide en outre que les livres et documents sociaux seront déposés et conservés pendant une période de cinq (5) ans à l'adresse du siège de la société.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, Madame la Présidente lève la séance.

DONT ACTE, fait et passé à Esch/Alzette, en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparantes, elles ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Conde, Maria Santiago, Rouckert, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 16 avril 2014. Relation: EAC/2014/5413. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2014065636/70.

(140076550) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2014.

Etchebarne S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.

R.C.S. Luxembourg B 130.638.

Monsieur Gabriel JEAN présente à l'Actionnaire unique sa démission de sa fonction d'administrateur unique, avec effet au 30 avril 2014.

La société MARBLEDEAL Luxembourg S.à r.l. présente à l'Actionnaire unique sa démission de ses fonctions de commissaire aux comptes, avec effet au 30 avril 2014.

Bertrange, le 30 avril 2014.

Référence de publication: 2014064979/12.

(140075514) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2014.

Aziel S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6142 Junglinster, 34, rue Rahm.

R.C.S. Luxembourg B 186.918.

STATUTS

L'an deux mille quatorze, le vingt-huit avril.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

Monsieur Modibo OUEDRAOGO, employé privé, né à Ouahigouya, (Burkina Faso), le 17 août 1970, demeurant à L-6142 Junglinster, 34, rue Rham.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentant de documenter comme suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'il constitue par la présente:

Titre I^{er} . - Objet - Raison sociale - Durée

Art. 1^{er}. Il est formé par la présente entre les propriétaires actuels des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir dans la suite, une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La société prend la dénomination de «AZIEL S.à r.l.», (ci-après la «Société»).

Art. 3. La Société a pour objet toutes activités commerciales, en accord avec les dispositions de la loi du 9 juillet 2004, modifiant la loi modifiée du 28 décembre 1988 concernant le droit d'établissement et réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales, et notamment l'achat et la vente, l'importation et l'exportation, le négoce et la représentation de tous produits et marchandises.

La Société a en outre pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La Société peut acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option d'achat et de toute autre manière des valeurs immobilières et mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement.

La Société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

La Société peut emprunter et accorder à d'autres sociétés dans lesquelles la Société détient un intérêt, tous concours, prêts, avances ou garanties.

Dans le cadre de son activité, la Société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La Société peut également procéder à toutes opérations immobilières, mobilières, commerciales, industrielles et financières, nécessaires et utiles pour la réalisation de l'objet social.

Art. 4. La durée de la Société est illimitée.

Art. 5. Le siège social est établi dans la commune de Junglinster.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision des associés.

Titre II. - Capital social - Parts sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), représenté par cent vingt-cinq (125) parts sociales de cent euros (EUR 100,-) chacune.

Le capital social pourra, à tout moment, être augmenté ou diminué dans les conditions prévues par l'article 199 de la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 7. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'accord unanime de tous les associés.

En cas de cession à un non-associé, les associés restants ont un droit de préemption. Ils doivent l'exercer dans les 30 jours à partir de la date du refus de cession à un non-associé. En cas d'exercice de ce droit de préemption, la valeur de rachat des parts est calculée conformément aux dispositions des alinéas 6 et 7 de l'article 189 de la loi sur les sociétés commerciales.

Art. 8. Chacun des associés aura la faculté de dénoncer sa participation moyennant préavis de six mois à donner par lettre recommandée à ses coassociés.

Art. 9. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

Les créanciers, ayants-droit ou héritiers d'un associé ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans les derniers bilans et inventaire de la Société.

Titre III. - Administration et gérance

Art. 10. La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables à tout moment par l'assemblée générale qui fixe leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 11. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 12. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux statuts doivent réunir la majorité des associés représentant les trois quarts (3/4) du capital social.

Art. 13. Lorsque la Société ne comporte qu'un seul associé, les pouvoirs attribués par la loi ou les statuts à l'assemblée générale sont exercés par l'associé unique.

Les décisions prises par l'associé unique, en vertu de ces pouvoirs, sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit.

De même, les contrats conclus entre l'associé unique et la Société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établies par écrit.

Cette disposition n'est pas applicable aux opérations courantes conclues dans des conditions normales.

Art. 14. Le ou les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 15. Chaque année, le trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

Art. 16. Tout associé peut prendre au siège social de la Société communication de l'inventaire et du bilan.

Art. 17. Les produits de la Société constatés dans l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution du fonds de réserve légale jusqu'à ce que celui-ci ait atteint dix pour cent du capital social.

Une partie du bénéfice disponible pourra être attribuée à titre de gratification aux gérants par décision des associés.

Art. 18. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Titre IV. - Dissolution - Liquidation

Art. 19. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui en fixeront les pouvoirs et les émoluments.

Titre V. - Dispositions générales

Art. 20. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales.

Disposition transitoire

Par dérogation, le premier exercice commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 2014.

Libération des parts sociales

Toutes les parts sociales ont été souscrites par l'associé unique Monsieur Modibo OUEDRAOGO, prénommé et ont été libérées intégralement en numéraire de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (12.500,-EUR) se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge, à raison de sa constitution, est évalué à environ huit cent cinquante euros.

Résolutions prises par l'associé unique

Et aussitôt l'associé unique, représentant l'intégralité du capital social a pris les résolutions suivantes:

1.- Le siège social est établi à L-6142 Junglinster, 34, rue Rham.

2.- Monsieur Modibo OUEDRAOGO, employé privé, né à Ouahigouya, (Burkina Faso), le 17 août 1970, demeurant à L-6142 Junglinster, 34, rue Rham, est nommé gérant de la Société pour une durée indéterminée.

3.- La Société se trouve valablement engagée en toutes circonstances par la signature individuelle du gérant.

Déclaration

Le notaire instrumentant a rendu attentif le comparant au fait qu'avant toute activité commerciale de la Société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par le comparant.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Modibo OUEDRAOGO, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 02 mai 2014. Relation GRE/2014/1744. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Junglinster, le 14 mai 2014.

Référence de publication: 2014067287/119.

(140078802) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2014.

ArcelorMittal International, Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 19, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 3.983.

L'Assemblée générale du 08 mai 2014 a pris acte de la démission de Monsieur Guillaume de FORMANOIR, administrateur.

L'Assemblée générale a décidé de nommer Monsieur Rajesh SAIGAL, avec adresse professionnelle au 12C rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, en tant que nouvel administrateur.

Monsieur SAIGAL est nommé pour une période de six (6) ans. Son mandat viendra à expiration lors de l'Assemblée générale statutaire à tenir en l'an 2020.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 09 mai 2014.

Référence de publication: 2014065526/15.

(140076719) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2014.

BP-WP 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 130.231.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait des résolutions des associés de la Société datées du 11 avril 2014

Après avoir pris connaissance et approuvé le rapport du commissaire à la liquidation, les associés de la Société ont approuvé les comptes de liquidation et le rapport du liquidateur.

Les associés ont décidé de clôturer la liquidation volontaire de la Société avec effet au 11 avril 2014.

Les livres et documents sociaux de la Société seront conservés au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, pendant une période de cinq (5) ans à compter de la date de publication de la présente mention au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour BP-WP 1 S.à r.l., en liquidation

Un Mandataire

Référence de publication: 2014066415/19.

(140078141) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2014.
